

***l'Anti*capitaliste**

n°386 | 1er juin 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

GUERRE AU TERRORISME... OU GUERRE AUX PEUPLES ?



**ÉTAT D'URGENCE
SOCIALE ET
DÉMOCRATIQUE**

Dossier

**POUR LE NPA, NOS VIES,
PAS LEURS PROFITS!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Corruption, morale
et loi du fric...

Page 2

PREMIER PLAN

Palestine: grève de la faim
victorieuse, la lutte continue!

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Pakistan: libérez Baba Jan
et ses camarades!

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Judith Krivine,
avocate en droit du travail

Page 12



Par YVAN LEMAITRE

Corruption, morale et loi du fric...

Le Canard enchaîné a révélé que Richard Ferrand, ex-député PS soutien de Macron et nouveau ministre, avait employé son fils comme attaché parlementaire pour 8000 euros brut et aidé les affaires immobilières de sa compagne alors qu'il dirigeait les Mutuelles de Bretagne.

Pour ouvrir un centre de soins à Brest, il a ainsi fait appel à une société immobilière appartenant à sa compagne. Grâce à une promesse de location, cette dernière a pu obtenir un prêt bancaire équivalent à la totalité du prix de ces locaux « en mauvais état ». Outre une rénovation complète des locaux aux frais de la mutuelle – pour 184 000 euros –, la valeur des parts de la SCI « a été multipliée par 3 000 » six ans plus tard. Bref, une bonne opération...

Le porte-parole de La République en marche, Benjamin Griveaux, relativise : « La moralisation de la vie publique concerne l'argent public. Là, c'était de l'argent privé ». Si c'est privé, alors que dire ?

Marielle de Samez, elle aussi ministre, à qui un journaliste demandait « Doit-il démissionner ? », a répondu : « C'est son affaire... ». Une solidarité ministérielle plutôt faible de la part de cette amie d'un Bayrou silencieux sur cette affaire... tout occupé qu'il est à préparer sa loi de « moralisation de la vie publique » !

Tout aussi silencieux sur le cas de cette même De Samez, soupçonnée par la justice d'emplois fictifs. Elle est visée par une enquête préliminaire du parquet de Paris pour « abus de confiance », tout comme 18 autres eurodéputés français, cela suite à une dénonciation de l'eurodéputée Front national Sophie Montel. Une petite vengeance du FN mis en accusation, lui, pour un montant de près de cinq millions d'euros...

On apprend aussi au détour de la campagne que la candidate de La République en marche dans la 2^e circonscription de Seine-Saint-Denis, qui se présente comme une « humanitaire en politique » (!), y a acheté un appartement en 2011 dans un immeuble insalubre classé depuis des années en état de péril imminent, puis a loué son bien – ce qui est en soi illégal – à un prix exorbitant. La loi sur la moralisation sera bien à l'image de ses auteurs : une piterie prétendant poser un voile hypocrite sur la corruption généralisée d'un système où privilèges et sinécures sont le but des luttes politiciennes. Les mêmes qui prêchent l'austérité, et justifient les licenciements, les fermetures d'usines, le chômage et la misère... Leur morale n'a rien à en dire !

BIEN DIT

C'est par voie de presse que la Fédération SUD-Rail a été informée que la SNCF allait remplacer le sigle mondialement connu « TGV » par une nouvelle marque appelée « inOui » (...). Sous prétexte d'une concurrence déjà ouverte sur les réseaux à grande vitesse (...), la direction SNCF avait déjà annoncé sa volonté de développer l'offre low-cost « OUIGO » afin d'atteindre rapidement 25% de l'offre à grande vitesse. Avec la création de « inOui », l'entreprise publique entérine donc l'offre grande vitesse à deux vitesses, celle des pauvres et celle des riches ! Pour la Fédération SUD-Rail, la création de cette marque sous-tend une politique industrielle et commerciale qui va accroître le démantèlement du service public ferroviaire. En isolant cette partie du service de transport ferroviaire, la direction SNCF se met en mesure de pouvoir privatiser un pan entier de l'entreprise publique. C'est difficilement acceptable quand on sait que c'est l'argent public qui a permis la construction et l'exploitation du réseau des Lignes à grandes vitesses (LGV) existantes. (...)

Extrait du communiqué de SUD-RAIL « "inOui" à SNCF : un nouveau pas vers la privatisation ? » du lundi 29 mai

À la Une

Guerre au terrorisme... ou guerre aux peuples ? ÉTAT D'URGENCE SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE

Lundi 22 mai, un attentat-suicide à Manchester en Angleterre faisait 22 mortEs et plusieurs dizaines de blessés, surtout des enfants et adolescents, à la sortie d'un concert de pop. Vendredi 26 mai, au moins 29 villageois ont été assassinés en Égypte dans l'attaque d'un bus transportant des pèlerins coptes...

L'organisation État islamique (EI) a revendiqué la responsabilité de ces deux actes atroces. Pourtant, chacun à leur manière, les deux États concernés avaient pourtant réorganisé les pouvoirs publics pour mener la « guerre contre le terrorisme ». Pour quel résultat ?

La lutte contre le terrorisme comme justification

Après l'attentat de Westminster en mars, les autorités britanniques avaient renforcé encore leur niveau d'alerte, affirmant depuis plusieurs années déjà que des attentats se préparaient dans leur pays. À la suite des attentats de 2001 et du « Patriot act » de Bush aux USA, puis en Europe, les législations « antiterroristes » ont été multipliées au détriment d'une société respectueuse des droits et libertés. La stigmatisation des étrangers en globalité, accusés de détruire les emplois et d'être des terroristes en puissance, a récemment été un des ressorts du Brexit. Il semble que l'auteur de l'attentat à la bombe de Manchester soit un jeune citoyen d'origine libyenne né en Angleterre, dont la dérive vers la mortifère idéologie de l'État islamique devenait de plus en plus visible.

Comme dans plusieurs attentats revendiqués par l'EI, en France notamment, les mesures préconisées par les tenants de l'ordre sécuritaire n'ont rien empêché... Mais elles sont très efficaces pour restreindre les libertés et droits individuels, autoriser la multiplication



du harcèlement policier et administratif des étrangers ou des descendants de familles d'Afrique et d'Asie, permettre l'occupation par l'armée de la plupart des lieux publics... Dans une société en crise, de plus en plus brutale et injuste, à l'image d'un système économique violent et profondément inégalitaire, le développement social et de réelles mesures d'égalité ne sont pas à l'ordre du jour !

Cette spirale militaire qui nourrit la haine

Parallèlement à ces mesures intérieures, il faut rappeler les ravages produits par les politiques étrangères de plus en plus agressives des grandes puissances, dont la Grande-Bretagne. Avec la mise en œuvre toujours plus développée de la concurrence économique exacerbée en partie, cela sous couvert bien entendu de coopération, ce

est le pillage des richesses et la destruction des tissus sociaux qui sont organisés.

L'engagement dans les interventions militaires au Moyen-Orient, censées cibler les terroristes mais qui tuent des milliers de civils, ne règle aucun problème de développement démocratique. En revanche, il justifie l'augmentation des budgets militaires, les ventes d'armes aux dictateurs et notamment la défense de la politique israélienne contre les droits des Palestiniens.

Et les nouveaux aventuriers sanguinaires du pouvoir absolutiste, organisations se parant du fondamentalisme religieux comme l'EI, ont beau jeu de lier ces politiques pour introduire leur idéologie de haine des femmes, des homosexuels, et dénoncer les libertés individuelles, les droits et toute démocratie comme des pièges de « l'Occident »...

Ils font tous la guerre aux peuples

La situation en Égypte est une variante éclairante du puits sans fond qu'est cette prétendue « guerre contre le terrorisme ». Le président Sissi a reconstruit un pouvoir encore plus dictatorial et brutal que celui de Moubarak – qu'il a par ailleurs innocenté – en réprimant avec sauvagerie tous ses opposantEs, démocrates comme islamistes. Il a étouffé toutes les libertés, en promettant la paix sociale et la sécurité, en particulier pour les Coptes. Aujourd'hui son économie est exsangue, sa dépendance vis-à-vis de l'Arabie saoudite totale, et les Coptes ainsi que de nombreux habitantEs sont plus menacés que jamais !

À l'heure où le nouveau président français multiplie les coups de menton sécuritaires, annonce de nouvelles opérations militaires et une nouvelle prolongation de l'état d'urgence jusqu'au 10 octobre (le temps probablement de promulguer une X^e loi d'exception baptisée d'« antiterroriste »...), il faut rappeler que si elles sont largement inefficaces pour juguler le terrorisme, toutes ces mesures servent parfaitement l'objectif « ordolibéral » d'utiliser ces outils pour étouffer la contestation sociale et politique selon les intérêts des groupes capitalistes.

Au final, les terroristes et les pouvoirs qui proclament leur faire la guerre entretiennent leur légitimité mutuelle... sur le dos des peuples.

Jacques Babel

SYNDICATS

« Dialogue social » : jusqu'à la caricature

Ces deux dernières semaines, Macron puis le Premier ministre Philippe ont reçu les prétendus « partenaires sociaux » pour préparer la séquence des ordonnances devant enfoncer de nouveaux coins dans le code du travail.

Sur la base d'annonces d'agressions sociales pourtant moindres, la CGT et FO avait refusé de participer aux conférences sociales de Hollande en 2014 et 2015... Et maintenant ?

Un casting très « classe »

Avec Muriel Pénicaud, nouvelle ministre du Travail, le cadre est fixé. Après avoir été conseillère de la ministre du Travail Martine Aubry, elle

a occupé des postes de responsabilité chez Danone, Dassault, Orange, la SNCF et dernièrement comme directrice générale de Business France... Elle défend le Crédit impôt recherche... qui a pourtant créé un manque à gagner de 6 milliards d'euros d'impôts supporté par les contribuables. Son directeur adjoint sera Stéphane Lardy, inspecteur général des affaires sociales et secrétaire confédéral de Force ouvrière en charge de l'emploi

et de la formation professionnelle entre 2007 et 2016. Antoine Foucher, directeur général adjoint du Medef, très proche de l'Union des industries et des métiers de la métallurgie et de son président, M. Saubot, est nommé directeur de cabinet chargé des dossiers de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de la pénibilité. Le « social » sera (mal) traité par plusieurs personnes : Pierre-André Imbert, conseiller social de l'Élysée, et ancien directeur de cabinet de Myriam El Khomri au ministère du Travail ; le juriste Franck Morel, conseiller social de Maignon, et ancien des cabinets des gouvernements Fillon, un expert pouvant déclarer : « s'il ne peut expliquer à lui seul l'insuffisance des créations d'emplois (...), le droit du travail joue, à l'évidence, un rôle clé dans le mauvais fonctionnement du marché du travail » ; Thomas Fatome, directeur de cabinet adjoint du Premier ministre, en provenance de

la direction de la Sécurité sociale, ancien directeur de cabinet de Laurent Wauquiez au secrétariat d'État à l'Emploi...

La duperie du « dialogue social »

Alors que ce gouvernement s'apprête à faire passer en force de graves régressions sociales, les directions des principales organisations syndicales concentrent leurs critiques... sur l'agenda ! Au sortir des entretiens, tous les responsables syndicaux se félicitaient d'avancées... dans le dialogue ! Le plus vindicatif était Gattaz, c'est dire.

Ainsi, Mailly – rappelant les ordonnances mettant en place la Sécurité sociale ou les « mitterrandiennes » de 1981 sur la retraite à 60 ans, la réduction du temps de travail et la 5^e semaine de congés payés – déclare que la procédure des ordonnances ne serait finalement pas un obstacle. Pour lui seul le contenu importe !

Un monde à changer

MACRON S'EN VA-T-EN-GUERRE... Comme le dit la chanson «... ne sait quand reviendra». Depuis son arrivée à la présidence, Macron semble avoir eu deux chantiers prioritaires : la casse sociale (avec l'annonce des ordonnances) et l'armée. Il a d'abord fait dans le symbole (avec notamment la descente des Champs-Élysées en *command car*...), et passe désormais aux choses sérieuses avec son voyage au Mali pour passer en revue les troupes françaises de l'opération Barkhane sur la base de Gao. Ainsi il s'inscrit d'emblée dans le sillage de Sarkozy et de Hollande, dans cette logique qui voit dans les interventions militaires un instrument privilégié de la solution des crises des pays du Sahel, alors que comme l'a écrit un chercheur «le djihad ne prospère pas au hasard»... Selon les institutions de la 5^e République, le président est le chef des armées : Macron a visiblement l'intention de prouver aux militaires qu'il exercera pleinement ce rôle. Même s'il passe de la Défense aux

Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian manifeste la continuité : durant les cinq années de présidence Hollande, il a été de fait le «ministre des affaires africaines» et, au Proche-Orient et en Asie, le «ministre du Rafale» et d'autres équipements militaires français... Cela nous promet un quinquennat de tambours guerriers. Les militaires trouveront une oreille attentive à leurs lamentations sur le manque de moyens et leur exigence d'un budget augmenté à 2% du PIB. L'arme nucléaire sera maintenue et, comme l'a montré le sommet de Bruxelles, la France restera un bon élève dans le cadre de l'Otan (dont Sarkozy avait réintégré le commandement militaire) : il ne suffit pas de serrer vigoureusement la main de Trump pour être indépendant... Il ne peut résulter de tout cela qu'un désordre mondial accru et une extension du terrorisme. Il est plus que nécessaire que réapparaisse dans ce pays un mouvement antiguerre, antimilitariste, plus actif que ces dernières années.

PALESTINE

Grève de la faim victorieuse, la lutte continue!

Après 40 jours d'une grève de la faim exceptionnelle par son ampleur et sa détermination, les prisonniers palestiniens ont décidé de suspendre leur mouvement commencé le 17 avril.



À Ramallah, on a fêté la victoire de la grève de la faim des prisonniers. DR

C'est une défaite pour Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite. Dès le début du mouvement, les autorités israéliennes avaient adopté une position de totale intransigeance envers les grévistes et leurs représentants. On se souviendra notamment de l'indécent barbecue organisé par Ofer Sofer, responsable du parti d'extrême droite Union nationale, devant la prison d'Ofer pour que les grévistes «sentent l'odeur de la viande»... Pour Netanyahu, il était inenvisageable de négocier quoi que ce soit avec «l'architerroriste» Marwan Barghouti. S'inspirant de la doctrine Thatcher envers les nationalistes irlandais, il assumait l'éventualité de voir des grévistes mourir. Et tout aura été tenté pour désorganiser le mouvement : désinformation, mises à l'isolement, déplacements des prisonniers, suppression du sel... Toutes ces

mesures ont échoué, obligeant finalement les autorités à négocier longuement avec la direction de la grève. Les acquis sont importants pour les prisonniers. Certes, l'heure de la libération des 6 500 prisonniers palestiniens n'a pas encore sonné, mais par leur puissant mouvement, le rapport de forces qu'ils ont instauré face aux autorités pénitentiaires, les grévistes ont obtenu satisfaction sur des revendications vitales pour survivre dans les prisons de l'ennemi : deux visites familiales mensuelles (au lieu d'une), extension du droit de visite à la sphère extra familiale, allongement à une heure des parloirs, mise en place d'un téléphone public dans chaque prison, amélioration de la cantine, augmentation des rations de viande, fruits et

légumes, droit d'introduire des vêtements personnels, etc.

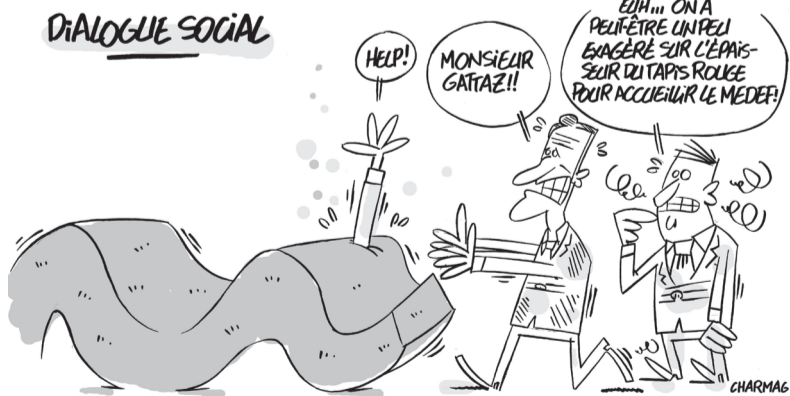
Le combat politique, dans et hors les prisons!

Dans les revendications portées par les grévistes figurent naturellement celles touchant aux droits fondamentaux du peuple palestinien : un État indépendant avec pour capitale Jérusalem, le droit au retour sur leur terre et dans leurs foyers d'origine pour tous les réfugiés expulsés depuis 1948. À eux seuls, les 1 800 grévistes ne pouvaient porter que symboliquement ces revendications qui engagent les 5 millions de Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. Pour autant, ils auront réussi, par le caractère unitaire de leur mouvement et l'écho international renforcé par celui-ci, à se présenter

comme une alternative radicale à une «Autorité palestinienne» plus préoccupée à réprimer une nouvelle Intifada que de faire avancer la lutte de libération nationale. Le discrédit de Mahmoud Abbas, sa faible légitimité, et la corruption du régime, font du collectif des prisonniers et de Marwan Barghouti une potentielle direction alternative largement reconnue. Mais la société israélienne n'en est pas encore là : lors d'un rassemblement à Tel Aviv ce samedi 27 mai à l'appel de «la paix maintenant», réunissant des milliers de personnes hostiles à la colonisation et favorables à la solution des deux États, les manifestants ont applaudi un message de soutien envoyé par Mahmoud Abbas : «Il est temps de vivre en paix dans l'harmonie, la sécurité et la stabilité...» Pourtant, il ne peut et il n'y aura pas de paix aussi longtemps que les revendications nationales du peuple palestinien ne seront pas satisfaites, avant que tous les prisonniers politiques ne soient libérés, tant que durera la colonisation... Le succès de la grève de la faim, les manifestations de solidarité dans le monde entier, renforcent la lutte du peuple palestinien. Plus que jamais, l'intensification de la campagne BDS contribue à affaiblir l'État sioniste et nous rapproche de la victoire. Palestine vivra, Palestine vaincra!

Alain Pojolat

DIALOGUE SOCIAL



Comme s'il y avait la moindre illusion sur celui-ci. Pour Berger, c'est «paroles, paroles, paroles» : seules les discussions importent puisque sur beaucoup de points, la direction de la CFDT est plutôt sur la même ligne que Macron. Berger n'a même pas un

mot un peu dur pour critiquer la mise au rencart du dispositif sur la pénibilité dont il avait pourtant fait la grande justification de son soutien à la réforme Fillon sur les retraites. Enfin, Martinez martèle un désaccord quasi total avec les projets gouvernementaux et son refus de

la procédure des ordonnances... mais insiste, malgré tout, lui aussi sur la nécessité de dialoguer. Et surtout, il repousse toute initiative nationale à septembre, quand «les salariés rentrent en forme de congés».

Combattre dès maintenant les régressions sociales

Face à un tel programme, de telles méthodes et un tel casting, l'heure ne saurait être à dissenter sur consultation/concertation/négociation et défense et illustration du «dialogue social». Il faut construire la mobilisation en s'appuyant sur les luttes existantes (routiers, secteur du nettoyage, Tati, GM&S, Seita, Air France...), avec la colère qui le dispute à la résignation, sur le refus unanime du plafonnement des indemnités prud'homales. Certes l'enchaînement des séquences électorales, les divisions syndicales, le sentiment d'impuissance né des échecs des mobilisations sociales des

dernières années, le désarroi face à l'absence de réponses politiques rendue flagrante lors de l'élection présidentielle, ne fournissent pas le meilleur point de départ. Mais il ne suffira pas de débattre localement, boîte par boîte, des moyens de construire la nécessaire riposte. Il faut que, dès le mois de juin, des initiatives nationales soient placées dans l'agenda social. À cette étape, la date du lundi 19 juin initiée par le Front social peut être utile. Cela à condition de travailler dans la forme à l'élargissement démocratique de la construction de la mobilisation, et sur le fond à des mots d'ordre qui correspondent aux préoccupations des salariés, dans lesquels se reconnaissent dans un premier temps toutes celles et ceux qui se sont mobilisés contre la loi travail. Un travail à la fois urgent et de longue haleine.

Robert Pelletier

Le chiffre + 50%

Le chômage est associé à un risque de décès 50% plus élevé chez les patients atteints d'insuffisance cardiaque. Des chercheurs de l'Université de Copenhague (Danemark) ont mené une étude avec 20 000 patients souffrant d'insuffisance cardiaque et ont constaté que le fait d'être au chômage était lié à une plus grande probabilité de décès que le diabète ou un antécédent d'accident vasculaire cérébral. Ce qui ne veut pas dire que travailler dans n'importe quelle condition est bon pour la santé!



Agenda

Vendredi 2 juin, rencontres de La Brèche, Paris. Les balles du 14 juillet 1953, le massacre policier oublié de nationalistes algériens à Paris (La Découverte, 2017), avec l'auteur Daniel Kupferstein, à partir de 18h30, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Vendredi 2 juin, réunion publique du NPA, Grâces – Guingamp. Avec Philippe Poutou et les candidatEs locaux aux législatives, à 20h30, à la salle des fêtes de Grâces.

Mardi 6 juin, réunion publique du NPA, Montreuil. Avec Philippe Poutou et les candidatEs locaux aux législatives, à 19h30, à l'école Diderot, 112, rue Pépin.

Mercredi 7 juin, réunion publique du NPA, Paris. Avec Olivier Besancenot et les candidatEs locaux aux législatives, à 19h30, à l'école Jenner, 40, rue Jenner, Paris 13^e.

Mercredi 7 juin, réunion publique du NPA, Bordeaux. Avec Philippe Poutou et les candidatEs locaux aux législatives, à 20h, à l'Athénée municipal de Bordeaux.

Jeudi 8 juin, réunion publique du NPA, Saint-Denis. Avec Philippe Poutou et les candidatEs locaux aux législatives, à 19h30, à l'école Jean-Vilar, 17-19 rue des Boucheries.

NO COMMENT

Il ne faut pas laisser à Emmanuel Macron le monopole de l'optimisme. (...) Pour que l'identité soit heureuse, il faut des réformes économiques de redressement car il n'y a pas de bonheur sans prospérité, mais il n'y a pas d'avenir sans identité non plus. Il faut les deux : réformes économiques et en même temps ne rien abandonner de ce qui est notre culture, notre identité et nos valeurs.

Le député LR HERVÉ MARITON, dans une interview aux Échos mardi 30 mai

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PARIS 18^e « Ici c'est La Chapelle! »



Lors d'une manifestation précédente le 19 mai: Féminisme n'est pas racisme. DR

Judi 25 mai. Paris. Quartier La Chapelle. Le dispositif policier est conséquent. Mais en retrait. Les consignes sont sans doute d'éviter une provocation policière qui enflammerait la colère du quartier chauffé à blanc par les manipulations médiatiques de la candidate des Républicains, Babette de Rozières, et la présidente du Conseil régional Valérie Pécresse¹.

Alors que 200 personnes ont commencé à se rassembler, trois flics contrôlent pourtant des copines qui collent le texte « *Nous femmes du 18^e* ». La réaction est collective et, derrière la banderole « *18^e Zone de Solidarité Populaire* », repousse les flics aux cris de « *Pour toutes, pour tous, avec ou sans-papiers, La Chapelle Solidarité!* ». Le cortège fait le tour de la place où les organisateurs du rassemblement ont prévu des prises de parole. Premier mouvement. Comme rien ne se passe, à part des interviews par des journalistes, les réseaux du quartier qui se sont réunis la veille relancent le cortège autour de la place. Une banderole commune a été décidée : « *Racistes hors du quartier* ». Cette fois le cortège bifurque suivi par environ 300 personnes, habitantEs en très grande majorité, dont des migrantEs et même des vendeurs à la sauvette.

C'est parti pour une manif sauvage dans le quartier. Dans la rue Pajol, le cortège, rejoint par des jeunes qui dansent reprend « *Ici c'est La Chapelle!* ». La rue, elle est à qui ?

Pour les réseaux du quartier, l'objectif est de refuser de discuter aujourd'hui sur le terrain des « problèmes » miné cyniquement par la manipulation sur le « harcèlement des femmes », tout en ripostant à l'offensive raciste et sécuritaire que cela camoufle à peine. Et d'afficher la nécessité de la solidarité, cette tradition du quartier qui n'exclut pas les merdes engendrées par la logique de ce système, mais qui permet de les combattre.

Chasser les pauvres, faire le bonheur des spéculateurs...

C'est justement cette tradition historique de solidarité qui explique la convergence particulièrement forte de migrantEs et de toutes celles et ceux qui sont dans des logiques de survie. Mais c'est aussi cette tradition que veulent casser la droite comme la « gauche » qui est à la mairie. Pour, au nom de la « mixité sociale », pouvoir chasser les pauvres et faire le bonheur des spéculateurs immobiliers et des grands groupes de « rénovation urbaine ». Pour cela, Valérie Pécresse l'a dit : il faut « *nettoyer le quartier* ». Les flics sont désormais partout, contrôlent au faciès, passants et voitures, et embarquent pour un rien.

Un article de l'AFP explique que, de la Goutte d'Or au bassin de La Villette, les quartiers voisins sont « *aujourd'hui relativement tranquillisés avec brasseries, cinémas, supermarchés bio* ». Il s'agit maintenant d'en finir avec La Chapelle. Les distributions de repas aux migrantEs à la rue sont harcelées par les flics. Les foyers de travailleurs immigrés, qui étaient aussi des lieux refuges pour les sans-papiers, sont attaqués. Ian Brossat, pourtant représentant du PCF... mais aussi adjoint à la maire Anne Hidalgo, affirme : « *ce quartier va bouger, c'est le sens de l'histoire* ». À l'arrivée, tout sera calme et propre. Comme un quartier mort. Comme un quartier bourgeois...

La manif a débouché sur le boulevard. Elle revient à La Chapelle. Les voitures klaxonnent. Sur les trottoirs, aux fenêtres, ça applaudit. « *Pour toutes, pour tous...* ». Ce quartier est encore capable de danser. Et de contaminer peut-être ceux d'à côté. L'État, la mairie et les spéculateurs n'ont pas encore gagné.

Denis Godard

1 - <http://www.bondyblog.fr/201705290030/>

quartier-la-chapelle-pajol-chronique-dune-instrumentalisation-politique

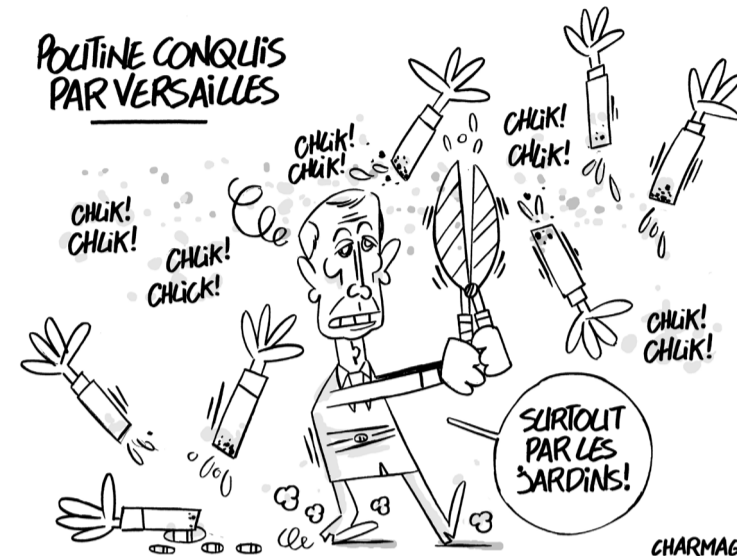
MACRON Mali, Poutine et Trump : le théâtre international

Cinq jours après son investiture officielle, Macron, pressé de revêtir ses habits neufs de chef des armées, est parti dans le nord du Mali où sont basés quelque 1 600 soldats français de l'opération Barkhane dans le Sahel...

Il a ainsi inauguré la semaine de son entrée sur le théâtre international. Les effets de mise en scène n'ont pas été ménagés, avec une complicité affichée des chefs d'État. Le 25 mai à Bruxelles, à l'occasion d'une réunion de l'Otan, la presse s'est attardée sur une poignée de main entre Trump et Macron, « *salut viril* » ou « *poignée de la mort* », à travers laquelle Macron aurait, selon ses propres propos, affirmé sa capacité à gérer les rapports de forces ! Puis ce fut le déjeuner et le G7 à Taormine en Sicile avant de rencontrer, lundi, Poutine à Versailles. Cette propagande officielle, orchestrée à grand renfort médiatique, voudrait convaincre de l'extraordinaire changement que nous vivons, un spectacle qui nous convainc plutôt que ces réunions et rencontres « *au sommet* » ne sont là que pour subjuger l'opinion en donnant en spectacle les grands de ce monde.

Avec Trump, le terrorisme d'État

« *Nous avons besoin de poursuivre et d'accroître notre engagement* », a annoncé Macron au Mali. En réalité, la présence militaire française n'a fait qu'accroître l'insécurité en particulier suite à son élargissement, depuis août 2014, à quatre autres pays : Burkina Faso, Mauritanie, Niger et Tchad. L'armée française protège la sécurité du régime corrompu d'Ibrahim



Boubacar Keïta, le président du Mali qu'elle a mis en place. En Afrique comme au Moyen-Orient, la guerre n'a fait qu'accroître les souffrances des populations. Ce n'est pas le terrorisme qu'elle vise mais bien le maintien de la présence des grandes puissances. Macron et Trump se rejoignent totalement sur ce terrain, comme les autres puissances européennes. Tous se sont mis d'accord sur l'entrée de l'Otan dans la coalition contre Daech. La politique des USA est d'associer l'Europe à leur stratégie et d'obtenir d'elle la plus forte participation financière possible. Non pas qu'ils veuillent diminuer leur propre budget

militaire, bien au contraire, mais ils exercent leur pression dans un sens militariste pour obtenir de leurs alliés l'augmentation des budgets de défense qui devrait représenter 2% de leur PIB respectif d'ici à 2024. La France étant à 1,8%, Macron s'engage à atteindre les 2%.

Dans la foulée, le G7 a réaffirmé la même politique militariste et a adopté une déclaration en ce sens.

Le La Fayette du libéralisme...

Tout occupé à peaufiner son image, Macron se rêve en médiateur entre l'Europe et les USA, celui qui saura faire plier la volonté de Trump de

n'engager les USA dans aucun accord international dont ils n'auraient pas le total contrôle. C'est le cas en ce qui concerne l'accord de Paris sur la lutte contre le réchauffement climatique. Macron ménage Trump : « *Mon souhait, c'est qu'il n'y ait aucune décision précipitée de la part des États-Unis d'Amérique* », dit-il. « *Je considère qu'il y a eu un progrès et qu'il y a eu une vraie discussion et de vrais échanges. Et je pense que les arguments qui ont été mis en lumière par les six autres États membres ont été extrêmement complémentaires et, je crois, ont permis à M. Trump de prendre conscience de l'importance de cet enjeu et de sa nécessité, y compris pour sa propre économie* », se complait Macron qui se pose vis-à-vis de Trump comme le leader d'une Union européenne... refondée par lui-même!

Aussi ami de Poutine!

La mise en scène de Macron s'est poursuivie dans les fastes de Versailles, tout ce qu'il fallait pour flatter le tsar Poutine, le soutien de Marine Le Pen, et donner de la grandeur et du crédit au rôle auquel il se destine, le médiateur, l'intermédiaire entre les grandes puissances... sans taire, bien sûr, les désaccords! Mais, au final, sur l'essentiel, tout le monde se retrouve. « *La lutte contre le terrorisme* » est la « *priorité absolue* », dit à nouveau Macron prêt à « *discuter avec l'ensemble des parties* » sur la guerre en Syrie, « *y compris les représentants de Bachar al-Assad* »...

L'essentiel est aussi pour Macron de fabriquer l'image du nouveau monarque républicain sous l'égide Louis XV, de Pierre le Grand et de l'église orthodoxe afin de subjuger le bon peuple.

Mais le passé nous apprend que ce sont bien les peuples et les révolutions qui font l'histoire...

Yvan Lemaître

FRONT NATIONAL

La guerre larvée fait toujours rage

Depuis la défaite de Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, les polémiques et les règlements de comptes ne cessent de fleurir au sein du FN...

LES ÉLECTEURS DU FN DÉBOUSSOCÉS



eux aussi montés au créneau contre Philippot. « *Marion est partie, Philippot fait son association, et Marine le laisse faire : ça n'a pas contribué à l'unité post-présidentielle* », déplore un responsable de fédération de l'Est de la France interviewé par le Monde. Les gens pensent qu'il a lancé les Patriotes pour faire du chantage à Marine... »

L'heure de la recomposition n'est pas encore venue

Pas de doutes sur le fait que Philippot reste pour l'heure au sein du FN. D'autant que le vice-président du FN a placé bon nombre de ses proches dans des circonscriptions gagnables aux législatives, à commencer par son propre frère Damien dans l'Aisne ou encore le

conseiller régional Kevin Pfeffer en Moselle.

Au-delà des rancœurs, inimitiés, voire de la haine farouche à l'encontre la personne du vice-président du FN, c'est bien un clivage idéologique et stratégique qui déchire le parti. Philippot est le tenant d'une ligne souverainiste mettant l'accent sur le protectionnisme et l'opposition à l'Union européenne. En face, de nombreux frontistes estiment qu'il vaut mieux mettre en avant les thématiques historiques du FN, comme l'immigration et la sécurité, tout en envoyant des signes à l'électorat de droite en tenant une ligne plus libérale. Mais pour l'instant, en attendant les résultats des législatives, et donc la vérité des prix sur le nombre de députés que le FN va réussir à faire élire (et sur ceux-là, combien sur la « ligne Philippot »), le FN doit préserver un tant soit peu son unité déjà bien mise à mal.

Du coup Marine Le Pen tente laborieusement de jouer les casques bleus. « *Je ne prends pas les propos (de Philippot) pour du chantage* », a-t-elle déclaré lundi 22 mai... Tout en n'excluant pas un départ de son numéro 2 si la sortie de l'euro disparaissait du programme du FN : « *Il exprime une conviction qui est une conviction forte et après tout, il ira au bout de ses convictions* ». Le casus belli est renvoyé au congrès du parti au début de l'année 2018. **Marie-Hélène Duverger**

PAKISTAN Libérez Baba Jan et ses camarades !

Une campagne internationale de solidarité est en cours en défense de Baba Jan et de ses camarades, victimes de tribunaux spéciaux.

Baba Jan a passé l'essentiel des six dernières années en détention, dans l'État himalayen du Gilgit-Baltistan sous contrôle pakistanais. Son premier « crime » est d'avoir soutenu la population d'Attabad dans la vallée de Hunza, sinistrée après un éboulement de terrain ayant provoqué la formation d'un lac artificiel en 2010. La population exigeait que les dédommagements promis par le gouvernement soient effectivement versés – et versés aux victimes réelles, pas à la clientèle du parti au pouvoir... La police a fait feu durant une manifestation, tuant un fils puis son père. Très en colère, la population a occupé des bâtiments publics. Le rapport d'enquête sur ces événements est resté secret et l'une des exigences de la campagne de solidarité est qu'il soit rendu public.

Son deuxième crime est d'avoir organisé en prison une grève « sur le tas » des détenus pour que soit appliqué le règlement officiel concernant la nourriture, les soins, les visites médicales. Ce mouvement a réuni chiites et sunnites, chose rare dans le pays.

Des jugements iniques et politiques

Pour chacun de ces « crimes », Baba Jan a été condamné à des peines



Baba Jan, prisonnier politique. DR

équivalant à une perpétuité : des peines infligées par un tribunal spécial dit « anti-terroristes »... En fait, ce type de tribunaux s'acharne bien plus sur les cadres syndicaux ou paysans que sur les véritables terroristes. La classe politique pakistanaise ménage ou soutient le fondamentalisme religieux, mais n'a de cesse de briser les mouvements sociaux et d'étouffer les revendications nationales (comme au Gilgit-Baltistan).

Le premier jugement contre Baba Jan était particulièrement inique : il n'était même pas présent lors des événements ! D'ailleurs, la Cour suprême du Gilgit-Baltistan l'a tout d'abord annulé, mais l'État pakistanais a malheureusement fait casser cette décision.

L'affaire est entièrement politique. Le prestige de Baba Jan est très grand et, bien qu'en détention, il allait emporter dans sa circonscription les élections

à l'assemblée du territoire. De plus, le Gilgit-Baltistan occupe une place stratégique, étant le point d'entrée physique de la Chine au Pakistan où elle construit un axe majeur de communication lui permettant d'accéder aux facilités portuaires du sud du pays.

J'ai eu l'occasion de rencontrer Baba Jan lors d'un séjour au Pakistan, à l'occasion d'un congrès du Parti pakistanais du Travail (LPP), qui a depuis contribué à la création du Parti awami des Travailleurs (AWP). Membre de la direction de ces organisations, il manifeste un grand courage. Grâce déjà à une importante campagne menée au Pakistan et relayée sur le plan international, il avait obtenu une libération sous caution. Cependant, plutôt que de partir en exil, il a préféré le moment venu retourner en prison pour ne pas abandonner ses camarades : ils sont en effet treize

autres condamnés sur les mêmes chefs d'accusation que lui.

Amplifier la solidarité internationale

Tous les appels sur le fond ont été rejetés. Le 25 mai dernier, la Cour suprême du Gilgit-Baltistan devait se réunir pour statuer une dernière fois, sur la forme. Nous en avons été informés très tardivement. Dans l'urgence, une campagne internationale a été engagée et a connu un succès remarquable. En 48 heures, plus de 400 signatures provenant de près de 50 pays ont été réunies. L'appel est signé de parlementaires, d'intellectuels et universitaires de renom, de cadres syndicalistes et associatifs, de défenseurEs des droits humains et de féministes, de militantEs de tous ordres...

Cette pétition¹ a connu un écho considérable au Pakistan, présentée dans la presse (par le quotidien *Dawn*), diffusée sur les réseaux sociaux, remise au gouvernement. Elle a probablement pesé dans la décision de la Cour suprême de reporter l'audience et de suspendre la sentence de deux des quatorze condamnés. Le report de l'audience était le premier objectif de la défense. Celle-ci n'avait pas eu le temps de préparer convenablement, et plusieurs avocats de premier plan ne pouvaient être présents.

La Cour suprême ne se réunira donc qu'après le ramadan, ce qui nous laisse plusieurs semaines pour étendre encore la campagne de solidarité internationale.

Pierre Rousset

1 – Pour signature, voir la pétition internationale sur le site d'ESSF : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41089>

VENEZUELA Crise : quelle issue pour les classes populaires ?

La crise au Venezuela s'aggrave de semaine en semaine...

Les premières victimes en sont les couches populaires qui souffrent déjà depuis longtemps de l'effondrement de l'économie, de la rareté des produits et médicaments de première nécessité, du marché noir et de la corruption généralisée. Ce sont aussi les travailleurs et les habitantEs des quartiers pauvres qui sont également les principales victimes de la violence armée, qu'elle vienne des corps de répression liés directement ou indirectement à l'État, des groupes armés de l'opposition ou des bandes mafieuses qui prolifèrent dans le chaos actuel.

Maduro, cœur de cible de la contestation

La crise économique et politique, qui ne fait que s'amplifier depuis des mois, a connu une nouvelle accélération avec l'annonce par le président Maduro (successeur élu de Chavez décédé en 2013), de la convocation d'une Assemblée constituante. Cette convocation vise à l'évidence à retrouver un crédit perdu et à remobiliser les classes populaires.

Cette convocation se heurte à une offensive de l'opposition regroupée au sein de la Table de l'unité démocratique (MUD), offensive relayée par les gouvernements et les médias des États-Unis et de leurs fidèles alliés dans le monde. La MUD, coalition très hétérogène, reste sous hégémonie des secteurs néolibéraux (tel que Henrique Capriles) et traversée par une frange insurrectionnelle fascinante : cette force politique s'appuie sur sa majorité obtenue en 2015 à l'Assemblée nationale, et cherche à alimenter les manifestations de colère dans les rues, y compris par des opérations de commando et du sabotage économique. Le but est d'en finir le plus vite possible avec le gouvernement et de liquider les acquis des années 2000.

Mais d'autres voix se sont élevées contre l'initiative de l'Assemblée convoquée par Maduro. Des partis et associations de gauche et d'extrême gauche, d'anciens responsables chavistes, la dénoncent comme étant contraire à la Constitution de 1999 que Chavez avait fait adopter par référendum et qui consacre nombre de droits de participation démocratique. D'autant que les modalités d'élection des constituants restent ambiguës et qu'en parallèle Maduro – au plus bas dans les sondages – a repoussé *sine die* les élections régionales et syndicales depuis fin 2016...

La gauche et l'extrême gauche divisées

Les affrontements et les troubles ont d'ores et déjà fait plus de soixante morts, les manifestations et contre-manifestations se succèdent, et un climat de « pré guerre civile » semble s'instaurer.

Dans cette situation, les groupes révolutionnaires prennent des positions opposées. Jusque-là, la plupart, tout en soutenant le processus bolivarien, en avaient dénoncé les limites, les contradictions, voire les reculs : la bureaucratisation, la corruption, la « boli-bourgeoisie », le « caudillisme », et surtout les orientations économiques qui ne s'attaquaient pas aux racines du capitalisme dans le pays, maintenaient les alliances avec les transnationales, le « modèle extractiviste » rentier fondé sur le pétrole et la mine, tout en payant rubis sur l'ongle la dette extérieure.

Mais dans la crise actuelle, certainEs, comme nos camarades de Marea Socialista, se situent radicalement en opposition au gouvernement Maduro, qu'ils jugent autoritaire, et contre la convocation de l'Assemblée constituante, alors que d'autres, comme nos camarades de En Luchas, affirment qu'il faut au contraire s'inscrire dans cette convocation pour mobiliser les classes populaires, défendre leurs revendications, et surtout faire prioritairement barrage à l'offensive néolibérale et à la stratégie impériale contre le Venezuela.

Ce qui se joue en ce moment, c'est évidemment bien plus que le sort de Maduro. C'est soit la fin dramatique d'un processus qui a, pendant de longues années, représenté de nombreux espoirs dans toute l'Amérique latine, soit un sursaut des classes populaires pour défendre leurs intérêts et les transformations nécessaires contre tous leurs ennemis : les capitalistes, Washington, la droite revancharde, et les bureaucrates boliviens.

Fabrice Thomas et Franck Gaudichaud

MAROC Une mobilisation populaire massive et radicale

Voilà maintenant près de 7 mois que la mobilisation dans le Rif dure. Déclenchée en réaction à l'assassinat de Mohcine Fikri, un vendeur de poisson écrasé dans une benne à ordures, le mouvement s'est doté d'une plateforme revendicative dans le cadre d'un processus d'assemblées populaires.



Des Rifains contre la corruption, la répression et le chômage à Al Hoceïma ce 28 mai. DR

Rif avec Abdekrim el Khattabi, au soulèvement au lendemain de l'indépendance contre le pouvoir central, au cœur des révoltes contre les politiques d'ajustement structurel, particulièrement mobilisé durant le M20 Février. Ce n'est pas un hasard si l'emblème de la contestation est celui de la République du Rif et le drapeau amazigh.

Escalade répressive

Devant la persistance de la mobilisation, le pouvoir a cherché à la présenter comme répondant à un agenda étranger séditieux mené par des « séparatistes », et n'a cessé de

déployer ses forces répressives et « balatgias ». La journée du 18 mai a été emblématique : malgré un dispositif militaire impressionnant et des barrages systématiques, des milliers de personnes les ont forcés et rejoint al Hoceïma, acculant le pouvoir à assister à une manifestation de masse sans précédent doublée d'une grève générale.

Le mouvement populaire a posé des exigences très claires : ce ne sont pas les institutions élues corrompues et les ONG bidons mais les représentants du mouvement qui doivent être à la table des négociations, et celle-ci ont pour préalable

la libération des détenus, la levée de la militarisation, et pour seul objectif la satisfaction des revendications assorties de garanties. Le mouvement ne s'arrêtera pas tant que la population n'aura pas obtenu satisfaction.

L'escalade répressive est en cours : plusieurs dizaines d'arrestations dont les animateurs du mouvement et ses porte-parole ont eu lieu, et la liste s'allonge... Depuis plusieurs nuits des heurts ont lieu. La radicalisation politique est explicite à travers des mots d'ordre qui visent la fin du makhzen ou la transformation du fameux « Dieu, la patrie, le roi » en « Dieu, la patrie, le peuple ». Un affrontement majeur se dessine, massif et radical, et dans de nombreuses autres villes, la contestation s'étend malgré la violence de l'État. Les prochaines semaines seront déterminantes pour la relance du processus révolutionnaire et l'affrontement avec la monarchie. La solidarité internationale pour la satisfaction des revendications du peuple du Rif, le soutien à toutes les mobilisations sociales et démocratiques et l'arrêt de la répression est urgente.

Chawqui Lotfi (militant de Tahadi / Émancipation démocratique)

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES



Pour le NPA,
nos vies, pas leurs profits!

Sur cette double-page, un petit tour d'horizon (non exhaustif) des candidatures présentées par le NPA aux élections législatives du dimanche 11 juin, ainsi qu'un tableau récapitulatif.

À PARIS, DES CANDIDAT-E-S LUTTE DE CLASSE

Dans la 16^e circonscription qui recouvre l'essentiel du très populaire 19^e arrondissement, le duel qui attirera l'attention des médias oppose Cambadélis, dirigeant du PS, à Mahjoubi, secrétaire d'État au numérique de Macron. L'un comme l'autre voteront toutes les lois anti-ouvrières prévues par le nouveau gouvernement de choc d'Édouard Philippe. Notre candidat, **Lyasid Malahaine**, auxiliaire de puériculture à l'hôpital Robert-Debré, s'est battu contre le plan Hirsch à l'AP-HP, un plan qui préfigurait la loi travail pour les fonctionnaires des hôpitaux. Sa suppléante, **Camille Jouve**, est enseignante en éducation prioritaire. Elle y défend une école de qualité pour la jeunesse des quartiers populaires qui subit à la fois le chômage et les discriminations.

Les 9^e et 10^e circonscriptions englobent le 13^e et une partie du 14^e arrondissement. Élu il y a cinq ans dans la 9^e, le grognard socialiste Jean-Marie Le Guen a laissé sa place à sa suppléante Anne-Christine Lang lorsqu'il est entré au gouvernement. Celle-ci se présente aujourd'hui dans la 10^e sous l'étiquette La République en marche (LRM). Elle ne sera pas gênée par le sortant, pourtant pas connu pour sa galanterie : le vert Denis Baupin ne se représente pas... Dans la 9^e, c'est un autre transfuge du PS, Buon Tan, un patron, conseiller de Paris, proche de Le Guen, qui représentera LRM. Face à eux dans la 9^e, le NPA est représenté par **Benoît Chazeraud**, cheminot de 32 ans, et **Elsa Marcel**, étudiante de 25 ans, et dans la 10^e, par **Florence Brossat**, cheminote de 43 ans, et **Paul Giffard-Forêt**, enseignant

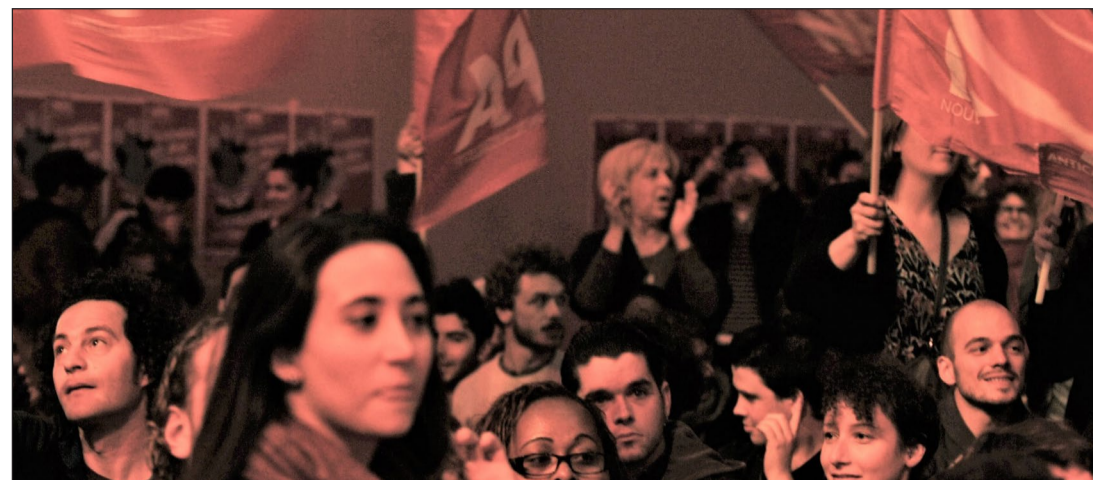
de 33 ans. Florence et Benoît sont aux premières loges des attaques contre les services publics. Ils se battent au quotidien avec leurs collègues pour la sécurité ferroviaire et contre les appétits de rentabilité des patrons de la SNCF. L'an dernier, ils ont été acteurs d'une grève reconductible d'un mois contre la loi travail et sa déclinaison à la SNCF. C'est dans les assemblées générales quotidiennes de cheminots qu'ils ont rencontré Elsa, animatrice du comité de mobilisation des AG étudiantes de la fac de Tolbiac, qui ne manquait jamais d'envoyer une délégation vers les travailleurs en grève pour montrer que la convergence des luttes était à l'ordre du jour. Paul s'est battu cet hiver dans le collectif « Touche pas à ma ZEP » pour des moyens supplémentaires pour les écoles des quartiers populaires.

DANS LES HAUTS-DE-SEINE, FACE AUX PIRES INÉGALITÉS

Nous nous présentons dans trois circonscriptions : **David Pijoan** dans la 1^{re} circonscription (Gennevilliers/Colombes), **Stéphane Gaultier** dans la 3^e (La Garenne-Colombes) et **Mathilde Eisenberg** dans la 4^e (Nanterre). Enseignant au lycée Maupassant de Colombes, David Pijoan a été avec ses collègues à l'origine de la mobilisation « Touche pas à ma ZEP ». Depuis septembre dernier, des enseignants en éducation prioritaire se battent pour empêcher que les lycées des quartiers populaires sortent des classements éducation prioritaire, entraînant la perte de moyens, d'heures de cours, des classes plus chargées. Durant toute l'année scolaire, ces

enseignantEs en lutte ont été une épine dans le pied de l'ancienne ministre de l'Éducation du gouvernement Hollande. Stéphane Gaultier est salarié sur le site du groupe automobile PSA La Garenne-Colombes. Après avoir brisé des milliers de vies en fermant le site de PSA Aulnay, la direction de PSA a pour projet de déménager l'an prochain le site PSA La Garenne à Poissy, Carrières-sous-Poissy et Vélizy. Pour la direction, c'est l'occasion de réaliser une juteuse opération immobilière en vendant ce site situé à proximité du quartier d'affaire de la Défense. Mais pour les 2000 salariéEs du site, ce sera synonyme de dégradation de leurs conditions de travail et de temps de transport allongés.

Mathilde Eisenberg est professeure des écoles dans un des quartiers les plus populaires de Nanterre. Chaque année, les enseignantEs de Nanterre et du département se mobilisent pour défendre les conditions d'enseignement sans cesse attaquées : suppressions de postes, fermetures de classes, manque de remplaçants... Mathilde Eisenberg se bat aussi au côté des sans-papiers dans le Réseau éducation sans frontière. Voilà le visage du NPA dans un département qui incarne à lui seul les pires inégalités sociales : richesses affichées à Neuilly, entreprises du CAC 40 de la Défense et quartiers populaires de Colombes, Nanterre ou Gennevilliers touchés par le chômage et la précarité...



Tenir le drapeau de la contestation... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

EN SEINE-SAINT-DENIS, FACE AUX LUTTES DE POUVOIR À GAUCHE, UNE PERSPECTIVE ANTICAPITALISTE

Dans le 93, dans la continuité de la campagne de Philippe Poutou, il y aura trois candidatures féminines de salariéEs présentes dans les luttes locales, candidatures soutenues par deux réunions publiques avec Philippe Poutou (voir agenda en page 3). Autour de Saint-Ouen, nous présentons **Élise Lecoq**, enseignante à Stains, engagée dans la lutte contre la casse de l'éducation dans les quartiers. Son suppléant, **Simon Assoun**, étudiant à Paris 8, a participé aux mobilisations contre la loi El Khomri. Notre candidature prolonge la campagne Poutou, contre cette caste au pouvoir, à commencer par Macron, qui entend mener l'offensive contre le monde du travail par ordonnance. Elle dénonce toutes les violences sur le territoire : chômage, précarité, mal-logement, destruction des services publics et, bien entendu, les violences policières

contre les jeunes renforcées, par l'état d'urgence. À Saint-Denis, dans la 2^e circonscription, nous présentons **Cathy Billard**, enseignante au lycée professionnel Bartholdi, et **Théodoulitsa Kouloumbri**, agent territoriale. Elles sont connues pour participer aux mobilisations des employéEs territoriaux contre les attaques des acquis par la ville ou Plaine Commune, des enseignantEs en lutte pour la défense de l'éducation prioritaire avec le collectif « Touche pas à ma ZEP », ou en solidarité avec les sans-papiers. Elles ont participé au comité de soutien des familles de la rue du Corbillon victimes de l'assaut du RAID, et des familles expulsées du 168 l'avenue Wilson. Ce qui en fait une exception parmi les 19 autres candidatures de la circonscription, peu présentes dans les mobilisations sociales... Montreuil est une ville qui vote à gauche à 80%. C'est donc une

place assurée à la cantine de l'Assemblée nationale pour ceux qui estiment en être les représentants. La division est donc totale... alors que La France insoumise, le PCF et le PS dirigent ensemble la ville tenue par Patrice Bessac. Le Chéquier, candidat PCF, n'a pas cédé devant le parachutage d'Alexis Corbière, le numéro 2 de Mélenchon. Razzi Hamadi, le député sortant du PS, a perdu au moins 75% de sa langue, à force de lécher les bottes de Valls et de Hollande. Enfin, un fantôme resurgit : l'ancien maire et député PCF Jean-Pierre Brard... Dans cette guerre totale que se livrent tous les bons « camarades » du conseil municipal, nous ne pouvions pas laisser muette la voix de la vraie gauche, celle de la lutte de classes et de l'anticapitalisme. Le NPA présente donc deux camarades : **Sylvette Minnaert**, professeure des écoles, et **Alissa El Ayeb**, ouvrière d'imprimerie.

DANS L'ESSONNE, CONTRE VALLS ET DASSAULT

Dans la 1^{re} circonscription, celle d'Évry, Valls a réussi à ne pas avoir d'adversaire contre lui ni du PS ni de Macron : il est la majorité présidentielle à lui seul, candidat de ses propres ambitions ! Le chanteur et le sinistre humoriste qui se sont engagés dans un combat singulier contre lui laissent indifférente la population : celle-ci en a assez des amuseurs publics qui ne se soucient guère des vrais problèmes de la population... Et si Valls arrive en tête au premier tour, avec 30% des intentions de vote (contre 48,6% en 2012), il est menacé par la candidate de La France insoumise qui ferait jeu égal avec lui au second tour. Le PCF présente, lui, son propre candidat.

Nos camarades candidats, **Stéphane Legruel**, agent territorial et **Angélique Grosmaire**, factrice, sont militants syndicalistes. Ils sont de toutes les luttes et se battent pour préparer la riposte au gouvernement, participant au Front social pour bouculer le jeu du dialogue social et aider à la convergence des luttes autour de nos exigences essentielles contre le chômage et la régression sociale. Dans la 7^e circonscription, où se trouve le nœud ferroviaire de Juvisy, **Adrien Beyrand** et **Virginie Long**, sont candidats. Un duo de cheminotEs : il est aiguilleur, elle est conductrice. Ils dénoncent la fermeture de l'hôpital de Juvisy, la baisse des subventions aux associations, aux maisons de quartiers... ou encore

la vétusté des infrastructures de transport, notamment du RER C ou D. Au printemps dernier, ils ont su avec leurs collègues, s'organiser pour défendre leurs conditions de travail au sein du comité de grève de Juvisy. Un bon exemple de ce qu'on pourra faire face aux futures attaques du gouvernement Macron ! Dans la campagne, sur les marchés, nous retrouvons la sympathie de la présidentielle, des militantEs, en particulier du PCF, qui s'interrogent sur la suite. Nous rencontrons aussi les luttes, comme sur le marché de Corbeil-Essonne (dont la mairie est la propriété de Dassault), où nous avons diffusé à côté des grévistes de la Fondation Serge Dassault, un foyer géré comme une prison...

EN CAMPAGNE À VILLEJUIF (94)

À Villejuif (Val-de-Marne), notre camarade candidat **Jérôme Carey** a fait une de ses premières interventions publiques, avec d'autres camarades du NPA, dans une cité populaire pour participer à une réunion des habitantEs soutenue par les syndicats, des partis politiques contre la menace de fermeture d'un bureau de poste.

Suite à des interventions locales, cette fermeture est pour le moment ajournée. En attendant la fin des élections ? Car, comme le NPA l'a affirmé, La Poste est devenue une entreprise qui se veut rentable. Cette rentabilité, c'est les restructurations des centres de tri, les postiers embauchés en contrats à durée déterminée, ou les intérimaires, la fermeture des bureaux de poste

les « moins rentables ». Rentables, selon la direction, car un bureau de poste cela devrait être, avant tout, un service public rendu à la population. Notre candidat, qui travaille dans un grand hôpital public proche de notre circonscription électorale, a affirmé l'attachement de notre parti à la défense des services publics de santé aussi.

EN CAMPAGNE À VILLEURBANNE (69)

La 6^e circonscription du Rhône est celle où se présente l'ancienne ministre de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem, alors que depuis le mois de janvier, plusieurs collègues ont connu dans cette ville une mobilisation de leurs enseignants à cause d'un manque de moyens pour la rentrée prochaine. Le NPA y présente **Camille Chauchat**, 28 ans, enseignante, et **Denis Darmuzey**, 36 ans, cheminot. C'est l'occasion pour nous, au cours de nos séances de porte-à-porte et de tractages sur

les marchés, de créer des liens avec les habitantEs des quartiers populaires. Nous espérons en réunir un maximum lors de notre réunion publique¹, afin de tisser des contacts pour les luttes à venir. Nous rencontrons un bon accueil dans les milieux populaires, où l'évocation de Philippe Poutou nous ouvre bien des portes, car beaucoup de personnes ont été réceptives à son discours, même si elles ont voté « utile » ou n'ont pas voté du tout à défaut de carte d'électeurs... Le partage des richesses et du temps de travail, l'interdiction des

licenciements, sont autant de mots d'ordre qui trouvent un écho certain dans le contexte actuel. Quand on dit qu'il n'y a rien à attendre des politiciens de tout poil qui ne roulent que pour leur carrière, cela trouve aussi une résonance. Lutter ensemble ? Bien des personnes nous disent avoir conscience que ce sera la seule solution contre les sales coups que prépare Macron. Mais comment s'y prendre ? Comment s'organiser ? C'est sur ces questions que portent beaucoup de nos discussions.

1 - Vendredi 9 juin à 20h au CCVA.

EN GIRONDE, QUATRE FEMMES ET DEUX HOMMES SUR TROIS CIRCONSCRIPTIONS

Sur la 1^{re} circonscription de Bordeaux, **Isabelle Larroquet**, infirmière dans la santé privée, et **Éric Lafargue**, ouvrier à Ford-Blanquefort, sont implantés de longue date dans les quartiers populaires du Grand-Parc et des Aubiers. Militante syndicale CGT à la clinique Bordeaux-Nord, Isabelle Larroquet est connue pour son engagement auprès des salariéEs de la santé privée qui a vu ces derniers mois des grèves importantes comme à la clinique-maison de retraite Terre-Nègre de Bordeaux (39 jours de grève, avec recul de la direction sur le remplacement des absences et un planning équitable), ou à la clinique Rive droite (9 jours de grève, pour arracher une augmentation des salaires). Éric Lafargue, militant CGT, a participé à toutes les luttes qui ont permis le maintien de l'usine sur le site de Blanquefort, toujours en lutte pour empêcher une possible

fermeture à l'horizon 2018. Tous deux militent à l'Union locale CGT de Bordeaux-Nord. Sur la 4^e circonscription, **Christine Héraud**, enseignante spécialisée et militante syndicale (SNUipp-FSU) et **Monica Casanova**, professeure et militante syndicale (CGT), sont élues municipales depuis 2001 à Cenon et Lormont (LCR puis NPA), les quartiers populaires de la rive droite les plus pauvres du département. Le chômage, celui des jeunes et des femmes en particulier, y avoisine les 40% dans les quartiers les plus touchés par la crise. Elles ont participé aux luttes pour la défense des services publics : contre les fermetures de classes, la fermeture du bureau de poste de Lormont, de l'agence SNCF sur le quartier, en y défendant la création massive d'emplois publics par l'annulation de la dette et en prenant sur les profits privés... Elles ont combattu la loi travail

au sein du collectif de luttes né sur la rive droite... Sur la 7^e circonscription, les militantEs du NPA militent de longue date sur l'hôpital Haut-Lévêque ou sur des entreprises comme la Monnaie de Pessac. Plusieurs camarades ont été élus municipaux à Pessac, à Cestas ainsi qu'à Canéjan (en tant que VDT, LCR et NPA), et le comité local intervient régulièrement sur les entreprises du secteur à travers un bulletin inter-entreprises. Il intervient également sur la cité populaire de Saïge-Formanoir à Pessac, véritable ville dans la ville. Le candidat est **Laurent Delage**, électromécanicien à la Monnaie, militant CGT et élu CE, qui a animé plusieurs luttes importantes sur son entreprise, également co-secrétaire de l'union locale. La suppléante est **Isabelle Ufferte**, infirmière à la retraite, militante syndicale SUD Santé et Solidaires, élue municipale à Pessac de 2001 à 2014.

DANS LE PAS-DE-CALAIS, DEUX CANDIDATURES ANTICAPITALISTES

Le comité NPA du Ternois dont le secteur d'actions militantes est à cheval sur la 1^{re} et la 4^e circonscription du Pas-de-Calais présente deux candidatures : **Jérémy Lautour** et **Isabelle Leppla** dans la 1^{re}, et **Estelle Gacquièr** et **Georgio Ventura Palma** dans la 4^e. C'est dans ces circonscriptions, qui ont porté en tête Marine Le Pen au premier comme au second tour de l'élection présidentielle, que le NPA s'engage pour dénoncer

l'imposture du FN, l'arnaque des candidats du système capitaliste et de la bourgeoisie, ainsi que la nécessité d'un mouvement d'ensemble pour révolutionner la société. Des circonscriptions rurales, qui souffrent des plans de licenciements, des fermetures de boîtes, de la casse du service public, de la désertification médicale et des conséquences de la loi NOTRe. Ces élections sont avant tout un des moyens de mettre l'accent

sur les réelles préoccupations des classes populaires et nos propositions, comme l'interdiction des licenciements, le développement des services publics, une agriculture respectueuse de l'environnement... Ce sont les objectifs de nos candidatEs dans le Pas-de-Calais, avec la volonté de ne pas laisser la colère se tromper de cible, avec un seul leitmotiv, l'unité des classes populaires dans la lutte pour réellement changer ce système.

EN LOIRE-ATLANTIQUE, CONTRE L'AUSTÉRITÉ, L'ÉTAT D'URGENCE ET NOTRE-DAME-DES-LANDES

Le NPA 44 sera présent dans la 2^e circonscription de Loire-Atlantique, qui regroupe trois cantons nantais. Une circonscription aux mains du PS depuis 20 ans et pour laquelle le PCF a fait le choix de retirer sa candidature au profit de ce dernier. Il existe donc un espace pour une candidature défendant un programme d'urgence sociale, démocratique, écologique, qui s'inscrit dans une perspective de rupture avec le capitalisme.

Le NPA 44 représenté par **Sandra Cormier**, enseignante, déjà candidate en 2012 dans cette circonscription, et son suppléant **Marc Bonnefis**, retraité de la fonction publique, mettra notamment au cœur de sa campagne :

► L'arrêt des politiques d'austérité, il faut empêcher une nouvelle casse du code du travail, imposer une nouvelle répartition des richesses. Nous défendons la nécessité d'une mobilisation

large et unitaire, de la jeunesse, du monde du travail pour parvenir !

► La levée immédiate de l'état d'urgence qui n'empêche en rien les attentats, mais continue de réduire les libertés démocratiques et constitue un prétexte pour criminaliser le mouvement social.

► L'abandon immédiat du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, le refus des expulsions et de l'évacuation de la ZAD.

DES CANDIDAT-E-S ANTICAPITALISTES DANS LES CÔTES-D'ARMOR ET EN ILLE-ET-VILAINE

Le NPA présente deux candidatEs aux élections législatives : une dans la 4^e circonscription des Côtes-d'Armor, avec **Thierry Perennes**, retraité de la fonction publique et militant syndical, et sa suppléante **Aurélie Félin**, ouvrière dans l'agro-alimentaire ; l'autre dans la 3^e circonscription d'Ille-et-Vilaine avec **Sophie Planté**, guichetière en CDD à La Poste et son suppléant **Pierre Chapa**, directeur d'école. Ces deux candidatures se veulent être les voix des travailleurs, dans la continuité de la campagne de Philippe Poutou à la présidentielle.

Dans les Côtes-d'Armor, Thierry Perennes et Aurélie Félin mettront en avant la question sociale, en particulier les licenciements et les bas salaires dans l'agro-alimentaire mais aussi la dégradation des conditions de vie et de travail, l'austérité budgétaire dans les hôpitaux de Guingamp, Lannion, Bégard et Plouguernevel, la liquidation des structures associatives et leurs privatisations, mais aussi la question environnementale et la lutte contre les permis miniers (PERM de Lok Envel) d'extraction de sable en baie de Lannion (accordés par Macron quand il n'était que ministre). Thierry Perennes

et Aurélie Félin soutiennent la mise en œuvre d'une agriculture paysanne, reconvertie au bio et dénoncent l'agriculture productiviste responsable de la prolifération des algues vertes en baie de Plestin / Saint-Michel.

En Ille-et-Vilaine, Sophie Planté et Pierre Chapa mettent en avant de leur programme des papiers et un logement pour tous, la réduction du temps de travail, un SMIC à 1700 euros net, l'interdiction des licenciements et l'abandon du projet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, rappelant que pour obtenir des avancées sociales, les luttes sont indispensables.

LES CANDIDATURES DU NPA

DÉP.	CIRCONSCR.	CANDIDAT-E / SUPPLÉANT-E
14	1 ^{re}	Nicolas Vabre , 37 ans, enseignant / Sophie Simon , 23 ans, étudiante
22	4 ^e	Thierry Perennes , 63 ans, retraité de la Fonction Publique / Aurélie Félin , 36 ans, ouvrière
33	1 ^{re}	Isabelle Larroquet , 51 ans, infirmière / Éric Lafargue , 56 ans, ouvrier de l'automobile
	4 ^e	Christine Héraud , 57 ans, enseignante spécialisée / Monica Casanova , 51 ans, enseignante
	7 ^e	Laurent Delage , 50 ans, électromécanicien / Isabelle Ufferte , 58 ans, infirmière à la retraite
35	3 ^e	Sophie Planté , 20 ans, postière / Pierre Chapa , 39 ans, directeur d'école publique
38	1 ^{re}	Marianne Prévost , 35 ans, bibliothécaire / Thibaut Michoux , 43 ans, enseignant
38	5 ^e	Alice Pelletier , 39 ans, ingénieure / Benjamin Croisy , 41 ans, technicien intermittent du spectacle
44	2 ^e	Sandra Cormier , enseignante / Marc Bonnefis , retraité de la fonction publique
47	1 ^{re}	Rémi Dubernet , 23 ans, étudiant-travailleur / Lætitia Calbet , 41 ans, enseignante en lycée professionnel
62	1 ^{re}	Jérémy Lautour , 34 ans, employé / Isabelle Leppla , 41 ans, technicienne
62	4 ^e	Estelle Gacquièr , 31 ans, auxiliaire de vie sociale / Georgio Ventura Palma , 39 ans, employé
63	1 ^{re}	Sandrine Clavières , 38 ans, aide-soignante en EPHAD / Jean-Paul Tailhandier , 69 ans, ouvrier retraité de chez Michelin
69	6 ^e	Camille Chauchat , 28 ans, enseignante / Denis Darmuzey , 36 ans, cheminot
	9 ^e	Benoît Chazerand , 31 ans, cheminot / Elsa Marcel , 25 ans, étudiante
75	10 ^e	Florence Brossat , 43 ans, cheminote / Paul Giffard-Forêt , 33 ans, enseignant
	16 ^e	Lyasid Mahalaine , salarié de l'AP-HP / Camille Jouve , enseignante
78	11 ^e	Vincent Fournier , 33 ans, facteur / Claude Normand , 73 ans, retraitée
91	1 ^{re}	Stéphane Legruel , 51 ans, agent territorial / Angélique Grosmaire , 42 ans, factrice
	7 ^e	Adrien Beyrand , 35 ans, cheminot / Virginie Long , 36 ans, cheminote
92	1 ^{re}	David Pijon , 37 ans, professeur des lycées / Armelle Pertus , 41 ans, professeure des écoles
	3 ^e	Stéphane Gaultier , 48 ans, salarié de l'automobile / Stéphanie Blanc , 32 ans, enseignante
	4	Mathilde Eisenberg , 34 ans, professeure des écoles / Jacques Capet , retraité de la métallurgie
93	1 ^{re}	Elise Lecoq , enseignante à Stains / Simon Assoun , étudiant à Paris 8
	2 ^e	Cathy Billard , 49 ans, enseignante au lycée professionnel Bartholdi / Théodoulitsa Kouloubri , 61 ans, agent territoriale
	7 ^e	Sylvette Minnaert , 57 ans, professeure des écoles / Alissa El Ayeb , 44 ans, salariée dans l'imprimerie
94	11 ^e	Jérôme Carey , 61 ans, assistant social / Elsa Moalic-Minnaert , 32 ans, éducatrice spécialisée



Être le haut-parleur des luttes... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

GM&S LA SOUTERRAINE (23) Toujours sur la brèche !



GM&S, c'est pas fini! DR

Quand les ouvriers de GM&S, sous-traitant automobile, ont menacé de faire sauter l'usine le 11 mai, c'est qu'ils ne voyaient plus d'issue pour sauver leurs emplois.

En effet, malgré 6 mois de lutte et d'actions multiples menées par la grande majorité des salariés, le gouvernement, les constructeurs et les éventuels repreneurs ne cessaient de les mener en bateau. Ils voyaient arriver la date butoir du 23 mai où le tribunal de commerce avait toutes les chances de prononcer la liquidation. Alors le 11 mai, ils ont occupé l'usine avec grève de l'ensemble du personnel pour s'organiser et faire parler la poudre. En quelque sorte, pour « prendre leurs affaires en main ». Et ils y sont parvenus : les médias se sont emparés de leurs actions, une solidarité ouvrière s'est propagée pour soutenir leur cause, des milliers de manifestants regroupant des représentations d'entreprises sont venus les soutenir le mardi 16 mai à La Souterraine et le mardi 23 à Poitiers. Finalement, le gouvernement s'est senti obligé d'intervenir, et les constructeurs Renault et PSA d'augmenter leur commande, ce qui a permis au tribunal le mercredi 24 mai de ne pas prononcer la liquidation et d'accorder un sursis de cinq semaines pour « finaliser » la reprise de l'entreprise, mais assorti d'un redémarrage de la production.

Fiers de leur lutte

En assemblée générale, les travailleurs de GM&S ont décidé de reprendre le travail le lundi 29 mai... sous réserve de reprendre la lutte si rien n'avancait d'ici quinze jours. Car pour l'instant, deux repreneurs se sont signalés : le groupe GMD, spécialiste de la sous-traitance, qui ne reprendrait que 160 salariés sur 277, et le « Groupe Fray », grosse fortune de l'immobilier, qui propose une reprise à 240 salariés. Cette dernière reprise a l'assentiment du personnel de GM&S et des représentants syndicaux puisqu'il n'y aurait pas de licenciements, étant donné que plus d'une trentaine de salariés sont demandeurs d'un départ en préretraite. Pour l'instant, rien n'est encore joué et la méfiance est dans la tête de nombreux salariés, au point qu'ils sont prêts à repartir au moindre couac. En tout cas, ils sont fiers de leur lutte, avec raison car tout ce qu'ils ont fait depuis 6 mois a mis la pression sur les décideurs. La crainte du nouveau gouvernement a été que tout le mouvement de solidarité autour de la lutte des GM&S s'élargisse au point de donner l'envie à d'autres de s'y mettre.

Correspondant

Peux-tu revenir (succinctement) sur le long déroulé des attaques de La Poste à ton égard ?

En introduction, je pense qu'il faut d'abord souligner que les attaques à mon égard sont à replacer dans un contexte général où la direction de La Poste sanctionne de plus en plus toute contestation sociale pendant qu'elle accélère la suppression de dizaines de milliers de postes. Pendant longtemps, je n'ai pas été inquiet alors que mes camarades les plus proches se faisaient taper dessus. C'est en 2010 que la boîte a décidé de me sanctionner lourdement pour la première fois en m'infligeant deux ans de suspension dont 6 mois avec sursis suite à une grève pour, entre autres choses, « participation active à une séquestration » pour laquelle j'ai été relaxé par la cour d'appel de Versailles. En octobre 2013, j'ai à nouveau été suspendu 9 mois pour « incitation à la grève illicite ». À mon retour en juillet 2014, à la fin d'un conflit long de 174 jours, j'ai été placé en mise à pied conservatoire, puis, en janvier 2015, révoqué pour « prises de parole non autorisées », « intrusions dans les établissements », « non-respect des consignes de sécurité » et « refus d'obéissance ». Cette belle palette de sanctions diverses ont toujours été consécutives à des grèves, et il va sans dire que je suis loin d'être le seul à m'être retrouvé suspendu ou licencié. Le caractère particulier de mon cas n'a de spécifique que le statut, puisque c'était la première fois depuis plus de 60 ans qu'un fonctionnaire était révoqué pour des faits liés à l'activité syndicale.

Après le jugement du TA de la semaine dernière, quelles sont les suites juridiques de part et d'autre ?

En ce qui nous concerne, nous allons voir ce que La Poste fait, car il est possible qu'elle rechigne à me réintégrer, même si l'injonction juridique lui donne un mois pour le faire. Évidemment, il y a aussi la question financière qu'il va falloir régler. Mais ce n'est pas l'essentiel car, de notre point de vue, la victoire est déjà écrasante puisque le tribunal a jugé qu'aucun des faits reprochés n'était fautif. Pour cette raison, car elle

Réintégration de Yann : une claque pour la direction !

LA POSTE

Entretien. En 2015, notre camarade Yann Le Merrer était révoqué de son poste de fonctionnaire à La Poste, une première depuis 1951. Mais en ce mois de mai 2017, la décision du tribunal administratif (TA) est tombée : la décision en date du 9 janvier 2015 portant sanction disciplinaire à son encontre est annulée, et La Poste doit donc le réintégrer dans ses fonctions, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision. Pour nous, Yann revient sur cette longue bataille.



Yann enfin réintégré. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

vient d'être battue à plate couture, il y a de fortes chances que la direction de La Poste fasse appel. Elle a mis des enjeux politiques et symboliques tels dans la balance qu'il serait étonnant qu'elle ne conteste pas le jugement.

Comment expliques-tu cet acharnement qui vaut aussi pour Gaël Quirante et d'autres camarades ?

Je pense t'avoir déjà répondu en partie : La Poste ne veut plus de militants de terrain, de militants lutte des classes, dans les pattes. Elle a connu une profonde mutation en quelques années et favorise, à travers un nombre d'instances de « concertation » croissant, le syndicalisme d'accompagnement. Notre présence systématique dans les bureaux,

notre propension à faire la publicité de chaque grève, notre efficacité juridique et la recherche permanente des facteurs de convergence des luttes, est un vrai problème pour la boîte. Cela l'est d'autant plus que nos actions sont relativement efficaces et que nous avons fait reculer nos patrons à de nombreuses reprises. Une certaine frange syndicale et la direction se répandent en invectives et nous traitent de gauchos jusqu'aboutistes minoritaires, mais les élections professionnelles (entre autres) font systématiquement la démonstration que les postiers nous reconnaissent. Sud Poste 92 est aujourd'hui largement majoritaire sur les Hauts-de-Seine, tous secteurs confondus.

La Poste supprime des milliers d'emplois par an depuis près de quinze ans, et elle veut clairement faire disparaître les gens comme nous de son périmètre.

Après ces années de procédures, d'interdiction de travail, de privation de salaire, dans quel état d'esprit es-tu ?

Ça, c'est la question à mille euros ! Je suis content du revers cinglant que vient de prendre La Poste, mais je me demande quand même quelle va être la suite. Il va falloir que je retrouve quelques repères à n'en pas douter mais cela devrait le faire. J'ai aussi envie d'en découdre avec ces gens qui pensent pouvoir faire n'importe quoi avec les travailleurs et qui usent de la méthode, pas très neuve, de la matraque. Mais bon, on verra. Une chose est sûre, j'ai reçu des centaines de messages de félicitation et j'ai été surpris par le nombre de gens qui me disaient que cette victoire leur remontrait vraiment le moral. C'est très sympa, mais je suis renforcé dans l'idée que ce ne sont pas les tribunaux qui nous feront gagner la bataille sociale mais les luttes que nous porterons et développerons. La période qui vient s'annonce riche en attaques contre notre camp, et il faut aborder le futur proche avec sérénité car nous avons la force de gagner.

Propos recueillis par Robert Pelletier

SANTÉ Dépister le burn-out c'est bien... Le prévenir c'est mieux !

« Le syndrome d'épuisement professionnel peut avoir des conséquences graves sur la vie des personnes », alerte la Haute Autorité de la santé (HAS), en rendant publique des recommandations pour aider les médecins à mieux le diagnostiquer.

La HAS le définit comme « un véritable syndrome qui se traduit par un épuisement physique, émotionnel et mental profond causé par un investissement prolongé dans des situations de travail exigeantes sur le plan professionnel ». Une liste de manifestations possibles suit : symptômes émotionnels (anxiété, tristesse), signes cognitifs (troubles de la mémoire, de la concentration, isolement social), comportements addictifs, mésestime de soi... Mais la

HAS en reste dans sa fiche à une description clinique et n'aborde pas les causes de la souffrance au travail qui culmine avec le burn-out. Les causes résident dans la dégradation continue des conditions de travail sous les effets conjugués des politiques d'austérité et des méthodes managériales néolibérales : surcharge de travail à effectifs diminués et sollicitations accrues sans reconnaissance conduisent à une sensation de mal faire son travail. Des évaluations individuelles sur objectifs

toujours plus hauts, hors d'atteinte, participent à l'auto-dévalorisation du salarié ainsi qu'à sa mise en concurrence avec ses collègues. La polyvalence des tâches, le recours à l'emploi à temps partiel, disloquent les équipes, dissolvent les solidarités, et concourent à l'isolement de celui qui craquera le premier.

Éradiquer le burn-out par la lutte collective

L'amélioration des conditions de travail passe par l'interdiction des licenciements, la

fin des emplois précaires et à temps partiel contraint, des embauches massives pour satisfaire les besoins sociaux, la réduction du temps de travail et toujours plus de droits pour les salariés. Il faut aborder la question du rapport au travail lors des débats et pendant les luttes. Les travailleurs sont les mieux placés pour donner leur avis sur l'organisation des services, de la production, en s'affranchissant des pressions de la hiérarchie. Militons pour la reconnaissance du burn-out comme maladie professionnelle, ce qui n'est pas le cas actuellement, et pour la protection des médecins du travail contre leur employeur. 200 médecins ont été poursuivis par des entreprises pour avoir écrit que la santé d'un salarié s'était dégradée du fait de ses conditions de travail...
Christian Bensimon

SEITA RIOM (63)

Les salariés en lutte pour empêcher la fermeture de leur usine

Bénéfices en hausse de 11%, aides publiques dans le cadre du CICE (la filiale française du groupe Imperial Tobacco a touché depuis 2014 2 millions d'euros de crédit d'impôt, soit l'équivalent de plus de 110 Smic sur un an!)... Pourtant les dirigeants ont décidé le 29 novembre dernier de fermer l'usine de Riom, dernière usine de production de cigarettes en France.

C'est la perte de 239 emplois, ainsi que celle du centre de recherche de Fleury-les-Aubrais, situé dans le Loiret

(suppression de 87 emplois). Les dirigeants préfèrent délocaliser les emplois en Pologne et en Allemagne afin de réduire les coûts de production et augmenter

IKEA La grève n'est pas en kit!

Entretien. Depuis début mai, Ikea, le géant suédois de l'ameublement, est secoué par une série de grèves sur fond de négociation salariale. Nous avons demandé à **Fathia Belhaoui**, employée au magasin de Villiers-sur-Marne et élue du SCID (ex-CFDT), de nous en dire davantage.

Peux-tu nous en dire plus sur la santé économique de votre enseigne et sur vos conditions de travail et de rémunération ?

Ikea France se porte très bien puisque le chiffre d'affaire a augmenté de 9,2%, soit 2,630 milliards d'euros en 2016, et garde sa place de leader sur le marché de l'ameublement pour la septième année consécutive. Nous avons de la chance de travailler dans une entreprise en très bonne santé financière. Le problème, c'est que plus elle s'enrichit, moins les salariéEs en perçoivent les fruits.

Ainsi, chaque année, pour justifier l'enveloppe très basse octroyée lors de la NAO (Négociation annuelle obligatoire), on nous dit que les objectifs fixés par Ikea Global, la maison mère, ne sont pas atteints... Or, tous les ans, les objectifs sont fixés toujours plus hauts, on doit faire du plus sur du plus.

90% des magasins percevaient une prime d'au moins un mois de salaire par an. Cette année, les critères ont été changés en cours d'année pour que nous percevions beaucoup moins. Ikea communique beaucoup sur les valeurs de l'entreprise. Or la loyauté ne fait manifestement pas partie des leurs. Le travail du dimanche rémunéré à 125%, c'était pour mettre du beurre dans les épinards, mais aujourd'hui, il devient une nécessité pour acheter les épinards en question!

Magasins et logistiques sont secoués par des débrayages depuis un mois. Quelles sont les raisons de cette colère et vos revendications ?

Les salariéEs des dépôts ont fait grève pour défendre leur rémunération. Pour la direction, il faudrait qu'ils se résignent à accepter que leur prime annuelle passe de plus d'un mois de salaire à 15%, cela malgré le fait que les objectifs de qualité et de productivité sont atteints!

Après l'occupation du siège de l'entreprise le 23 mai dernier, quelles perspectives de poursuite et d'extension du conflit ?

Pendant que la réunion de négociation se poursuivait dans un hôtel parisien, la délégation CGT a quitté la table en fin de matinée pour rejoindre les salariéEs de la logistique, leurs éluEs de plusieurs magasins, ainsi qu'une délégation du SCID devant le siège social. La direction n'a pas reçu les grévistes car elle ne veut pas conforter ce rapprochement inédit entre personnel des magasins et des dépôts. Nous avons occupé les lieux jusqu'à l'arrivée des ouvriers qui effectuaient des travaux de nuit dans le bâtiment.

Ce mouvement a fait tache d'huile puisque plusieurs magasins comme le mien et celui de Thiais se sont mobilisés le week-end dernier et que le mouvement de grève se produit alors même que la négociation n'est pas terminée... C'est dire la détermination des salariéEs à se faire entendre!

Propos recueillis par LD

1 - Le nom a été changé



Leurs revendications : taux horaire à 14 euros, treizième mois, durée de travail journalière de 10 heures maximum, 48 heures de repos hebdomadaire incompressible, et un suivi médical spécifique. Leur taux horaire actuel est à 9,80 euros et les payes ne sont assurées qu'au prix de longues journées de travail, avec quelques primes. À comparer avec les responsabilités qui pèsent sur eux avec ce type de transport... Car ils conduisent de véritables bombes roulantes de 35 000 litres de carburant. Un accident peut entraîner un désastre, à l'image de la catastrophe de Los Alfaques où un camion citerne accidenté avait ravagé un camping sur la côte espagnole, et fait plus de 200 morts. Leur santé est aussi en cause : contact avec le benzène en inhalant sans véritable protection les vapeurs d'essence; TMS avec la manipulation de lourds tuyaux pour le déchargement. Et les transporteurs ne veulent même pas prendre en charge l'entretien des vêtements de travail. Les pétroliers comme Total baissent leurs coûts en confiant ce transport à

ROUTIERS Les chauffeurs de matières dangereuses font grève

Les chauffeurs des entreprises qui chargent les carburants des dépôts pétroliers vers les stations services ont déclenché une grève ce vendredi 26 mai...

de nombreuses petites et moyennes entreprises soustraitantes – plus d'une dizaine pour le port de Gennevilliers – en renégociant les contrats tous les 3 ans. Et naturellement les salariés au bout de la chaîne en font les frais.

Nouvelle génération

La grève est majoritaire à 70% sur la région parisienne. Elle est partie du dépôt Total de Gennevilliers. Salariés et délégués CGT – des jeunes en grande majorité – des diverses entreprises y opérant, se sont retrouvés dans les locaux de l'UL CGT pour discuter des modalités de la grève, élaborer les revendications et sortir un tract qui a rencontré un franc succès. Leur appel a été bien relayé par la fédération CGT des transports et la grève a ainsi touché des sites comme celui de Donges (44).

Au début, des délégués FO étaient favorables. Mais, sur ordre de leur fédé, FO a disparu de la grève. Ils s'opposent à la grève avec deux arguments : pas de grève avant la fin des négociations, et nécessité d'une lutte d'ensemble de la profession...

Pour tenter de casser cette grève, pétroliers et transporteurs multiplient les manœuvres : communiqués rassurants sur l'impact de la grève, utilisation d'intérimaires et de retraités pour remplacer les grévistes...

Sans connaître l'issue de la grève, il est clair qu'une nouvelle génération de salariés et de syndicalistes CGT est déterminée à obtenir un accord Transport de matières dangereuses garantissant des salaires et des protections, en accord avec la dureté de leur métier.

Correspondant

EUROPACITY (95)

« Des champs, pas d'Auchan! »

Entre les aéroports de Roissy et du Bourget, donc sous les trajectoires de leurs avions, subsiste au milieu de l'agglomération dense un triangle de terres agricoles, inconstructible pour des immeubles d'habitation...

Pourtant, le dernier schéma directeur de la région Île-de-France (du temps de Huchon, PS) l'a classé urbanisable pour des activités économiques. Le groupe Auchan y a vu une possible source supplémentaire de profits et, associé à Wang, un trust immobilier chinois, projette d'y construire un gigantesque complexe de commerce, d'hôtellerie et de loisirs : Europacity... Objectif : 31 millions de visiteurs par an, en partie grâce à une station du Grand-Paris Express qui serait déviée de plusieurs kilomètres uniquement pour desservir le site! L'emploi est le mot magique qui a rallié au projet beaucoup d'élus du Val-d'Oise, du maire PS de Gonesse au président LR du département, mais aussi beaucoup d'habitants soucieux de trouver enfin un emploi pour eux ou leurs proches. Car de l'autre côté de l'autoroute, il y a la Seine-Saint-Denis et ses friches de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois fermée il y a 4 ans. Pourtant un nouveau centre commercial plus attractif avec ses activités de loisirs ferait rapidement autant de nouveaux chômeurs dans le 93 qu'Europacity créerait d'emploi à Gonesse, emplois qui ne seraient pas tous recrutés sur place.

Rendez-vous réussi au triangle de Gonesse

Et puis il y a la question environnementale et agricole. Va-t-on encore une fois éloigner de l'agglomération les terres très fertiles contribuant à la nourriture des millions d'habitants qui y sont concentrés? Certes, il vaudrait mieux trouver là des cultures maraîchères que de la grande culture, mais des projets de reconversion bio et légitime existent.

Dimanche 21 mai, dans la matinée, les premiers mobilisés ont planté sur une parcelle les cultures de l'avenir. Et l'après-midi, dans la manifestation qui a relié sous un soleil radieux le triangle menacé au bourg de Gonesse, on entendait parmi les slogans « Des champs, pas d'Auchan! », « Des radis, pas des caddies! », « Auchan, dégage! Résistance et maraîchage! » ou même « A, anti, anti, anticapitaliste! ». Se sont exprimées les associations nationales France Nature Environnement et MNLE, la Confédération paysanne, les syndicats CGT et Solidaires, des élus et responsables du PCF, des Insoumis, d'EELV, et bien sûr du NPA, des représentants de plusieurs collectifs en lutte contre d'autres GPII (grands projets inutiles et imposés) comme Notre-Dame-des-Landes, le plateau de Saclay (91), Bure (55) ou Saint-Jean-de-Braye (45), le DAL avec des locataires de la cité-jardin de la Butte rouge à Châtenay-Malabry (92), et bien évidemment les très actifs animateurs du Comité pour le triangle de Gonesse.

La convergence des luttes était au rendez-vous. À suivre.

Jacques Capet

encore leurs profits. De plus, il n'y aura plus aucun contrôle sur la qualité des cigarettes vendues en France, ce qui pose aussi un réel problème de santé publique. Les salariés ont mis en place la riposte pour empêcher la fermeture de cette usine. Des journées de grèves ont eu lieu, de l'information a été faite auprès des habitants, une réunion publique a eu lieu, des liens ont été tissés avec les buralistes, les planteurs de tabac, des syndicalistes, des élus locaux... Il y a eu plusieurs manifestations et un comité de soutien a été créé.

Des blocages pour défendre un avenir

Pendant deux jours, les 4 et 5 mai, une action coup de poing a été mise en place, avec le blocage de l'entrepôt logistique de Logista, filiale de la Seita Imperiales

Brands. Ce centre fournit les buralistes de toute la région Auvergne-Rhône-Alpes. Une action qui avait pour but de faire connaître leur lutte. L'usine de Riom ainsi que le bureau de dépannage où se fournissent les débitants d'Auvergne, du Limousin, du Centre, ont aussi été bloqués à partir du 22 mai pour une semaine, afin de peser sur les négociations où sont discutées les indemnités de licenciements. Le but des salariés est d'obtenir un maximum d'argent afin de pouvoir le réinvestir dans un projet de Scop (société coopérative) qui continuerait à fabriquer des cigarettes à partir du tabac français. L'usine abriterait cinq lignes de productions au lieu de treize actuellement et permettrait de reprendre 180 salariés sur 239. Les salariés veulent aussi l'entreprise pour l'euro symbolique.

Quelle violence ?

Cette lutte est longue, peu médiatisée, et le mépris de la direction envers les salariés est difficilement tenable. Certains salariés en sont à leur troisième fermeture d'usine, et l'espoir de pouvoir garder l'usine s'amenuise. C'est dans ce contexte tendu qu'un salarié s'en est pris au service de sécurité de l'usine. Il a été arrêté, placé en garde à vue et jugé en comparution immédiate, condamné à 30 mois de prison dont 3 mois ferme malgré la solidarité qui s'est mis en place. Ce jugement est une victoire pour le gouvernement et le patronat qui une fois encore poussent les travailleurs au désespoir en leur enlevant leur outil de travail et de plus les condamnent. Car bien sûr, la violence de la Seita – qui laisse sur le carreau 239 salariés en empochant des aides publiques – ne sera jamais, elle, jugée.

Sandrine Clavières



En septembre 2014, à Paris, des salariés de la Seita en lutte pour leur emploi. Déjà... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Les comités en action!

Rouen Le NPA en fête. Samedi 20 mai, débats, échanges et soirée conviviale ont réuni 120 personnes, militantEs et sympathisantEs, pour la fête annuelle du NPA de l'agglomération rouennaise. Dès 17 heures, nos deux camarades Franck et Marie-Hélène ont lancé la discussion sur le thème: «*Face aux idées d'extrême droite et contre les politiques antisociales, organisons la riposte!*» Durant près de deux heures, de nombreuses interventions se sont succédé, tant sur le bilan des présidentielles que sur l'absolue nécessité de construire une mobilisation massive contre les attaques, brutales et rapides, que le gouvernement Macron va tenter d'imposer à notre classe sociale.



DR

Ayant répondu à notre invitation, des camarades de Ras L'Front, de Lutte ouvrière et de la Gauche révolutionnaire tenaient des tables de presse. La soirée s'est poursuivie autour d'un apéro et une petite centaine de personnes ont partagé des plats variés, concoctés par six comités jusque tard, tout cela aux sons soul du groupe local Drive In Saturday. Une belle journée d'échanges et de partage qui montre que la construction du NPA de l'agglomération rouennaise se poursuit!

Notteville-lès-Rouen (76) Contre les compteurs Linky, mobilisation! Plus de soixante personnes, venant de Notteville-lès-Rouen et de l'agglomération (Saint-Étienne du Rouvray, Petit-Quevilly, Rouen...), d'Elbeuf, du Havre, etc., se sont retrouvées mercredi 17 mai à l'occasion du premier café-débat organisé par le groupe «*Notteville À Gauche Vraiment*» sur le thème des compteurs Linky: Qu'est-ce que c'est? Quels risques? Comment résister?

Avec des intervenantEs des collectifs Stop Linky, de Stop EPR, Ni à Penly ni Ailleurs!, de l'UFC-Que choisir, du Comité de défense des libertés fondamentales (CDLF), cette soirée a permis de mettre en évidence une série de problèmes occultés par la société Enedis. En effet, ces compteurs dits «*communicants*» sont en cours d'installation dans la commune et suscitent de nombreuses questions voire des inquiétudes auprès des habitantEs. Alors qu'ils sont présentés comme un moyen d'économiser l'énergie, le remplacement de 35 millions de compteurs, en état de marche, par des compteurs coûteux, constitue un gaspillage énorme. Alors qu'ils sont sensés réduire les factures, ils permettront de couper l'électricité aux ménages les plus modestes qui dépasseront leur contrat. Les intervenantEs ont aussi souligné les suppressions d'emplois, les risques pour la santé. Le droit à l'énergie, la nécessité d'un service public pour satisfaire ce besoin fondamental, la démocratie (qui a décidé? Qui est propriétaire? La commune, la métropole?) ont aussi été évoqués. La collecte et l'utilisation des données personnelles sont apparues comme une brique supplémentaire dans la possible surveillance des domiciles et sont préoccupantes pour les libertés individuelles. De nombreuses questions concernaient également les possibilités individuelles et collectives de s'opposer à l'installation de Linky.

À l'issue du débat, des conclusions se sont imposées: la nécessité d'exiger la suspension de l'installation des compteurs en application du principe de précaution; la mise en place d'un moratoire; le temps et les moyens d'obtenir les réponses aux différentes questions; l'information large au grand public.

Les participantEs ont donc convenu de constituer un collectif pour informer et mobiliser les habitantEs de la commune voire de la Métropole.

On se perdrait ici à citer et analyser tous les scandales politico-financiers dans leur diversité. Le plus important est plutôt d'y voir leur cohérence systémique quant à leur signification politique et sociale dans une évolution lourde de sens. De même pour les réponses qui y sont apportées (ou pas). Depuis l'affaire URBA qui avait provoqué la première loi sur le financement politique, la litanie des scandales se fait de plus en plus frénétique. Plus récemment, du monumental montage de l'affaire Bygmalion à l'inraisemblable cupidité népotique des époux Fillon, en passant par le cynique aplomb du fraudeur Cahuzac, les pratiques systématiques du FN à tous les scrutins depuis 2011, mais aussi la stupéfiante «*phobie administrative*» de Thomas Thévenoux, on peut même dire que la séquence du dernier quinquennat propose un édifiant concentré de déchets dont la puanteur a fait franchir un cap au dégoût. Et cela ne va pas sans effets de toutes sortes.

Tout fait système...

Passons d'abord sur l'évidence que toutes ces lois ne s'attaquent pas aux racines politiques et sociales du mal. Plus encore, aspect dominant de la contradiction, elles ont même tendance à l'accentuer, puisque ce qui était plus ou moins



Association de financement «*NPA souscription*», 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil. Agrément de la CNCCFP N°9932 du 06 avril 2009. Les dons versés à l'association de financement «*NPA souscription*» sont destinés au NPA (Nouveau parti anticapitaliste).

Notre réponse aux coups bas

*Toujours plus pressée par les effets délétères de turpitudes étalées dans les médias et devenues insupportables à des masses légitimement écœurées, les lois successives sur le financement politique depuis 1988 puis, plus récemment, les lois sur la (trop bien nommée) «*moralisation de la vie publique*» s'imposent contradictoirement à la bourgeoisie de manière accélérée depuis 30 ans.*

toléré fait irruption sur la place publique et devant les tribunaux, révélant le vrai visage d'un système qui se décrédibilise d'autant qu'il essaye de s'ablater une tumeur congénitale qui n'en finit pas de resurgir ailleurs, toujours plus maligne, dans un retour du refoulé des pratiques de classe. De la conjuration...

Certes, reconnaissons, aspect dominé de la contradiction, que cette sédimentation législative entrave, contient et fait tout de même reculer (à petits pas) certaines pratiques délictueuses, empêchant de verser dans le délire d'un système à l'américaine (versant financement politique), et s'attaquant à ce que l'on nommera par simplicité «*la corruption*» (versant «*moralisation de la vie publique*»). Mais disons immédiatement, puisque conçus et votés par ceux-là mêmes qu'elles visent, que ces dispositifs ont des limites et points aveugles plus ou moins bien calculés pour ménager leur contournement, en attendant l'inévitable tour de vis suivant. De la conjuration...

Derrière la probité affirmée, le recul démocratique...

Disons enfin, et c'est notre objet immédiat, que toute cette machinerie produit des effets (in)directs et (in)volontaires sur les petites formations, surtout quand elles sont des ennemis de l'État. En clair, si cela devait encore être démontré, des lois présentées comme des avancées peuvent contenir des coups bas enrobés de probité. Et dans le cadre d'une large dynamique de recul démocratique comme

pendant indispensable du recul social, la «*moralisation*» de la vie publique et du financement politique se fait le vecteur contradictoire de sa confiscation. Pour preuve le dernier projet de loi présenté par le député René Dozière, dont Macron et son allié Bayrou ont fait un étendard qu'il leur faut planter au plus vite en haut de leur petite colline déjà croulante (affaire Ferrand...). De la conjuration...

Nous tenterons la semaine prochaine de décrypter les coups bas politiques et financiers que contient ledit projet de loi. En attendant, pas d'abus de confiance, pas de détournement de fonds, pas de corruption, pas de financement occulte: le NPA a besoin de vous et ne s'en cache pas. Donnez!

Sylvain Madison

Pour verser à la souscription: <https://souscription.npa2009.org>

Le NPA à la fête de Lutte ouvrière

Comme chaque année depuis sa fondation, le NPA sera à la fête de Lutte ouvrière. Celle-ci se tient durant trois jours, du samedi 3 juin au lundi 5 juin à Presles (95)!

À la cité politique, nous tiendrons durant ces trois jours un stand avec notre presse et notre matériel. Dimanche, au même endroit, aura lieu à 18 heures le débat avec LO, intitulé cette année «*Face à la crise politique révélée par l'élection présidentielle, que proposent LO et le NPA?*» Le NPA y sera représenté par Sandra Demarcq et Antoine Larrache.

1 - Plus d'infos: <https://fete.lutte-ouvriere.org>



Le débat LO-NPA lors d'une fête précédente. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Université d'été

Les inscriptions, c'est «parti»!

Du dimanche 27 au mercredi 30 août inclus, la 9^e université d'été du NPA aura lieu au Village-club Rives-des-Corbières, à Port-Leucate au bord de la mer Méditerranée.

d'ordre «*Lutter, débattre, reconstruire*» - et la liste des invitéEs, signons que nos rendez-vous «*traditionnels*» seront au rendez-vous: meeting de rentrée, plénière internationale avec nos invitéEs, soirées détente et culture, etc. Avec bien entendu cette année une place spéciale pour les 100 ans de la révolution russe de 1917... Dès maintenant, notez bien les dates de l'Université d'été. L'accueil se fera samedi 26 août à partir de 14 heures, le départ jeudi 31, le ventre plein après le petit-déjeuner. La plaquette d'inscription et le module d'inscription en ligne sont déjà disponibles¹, n'oubliez donc pas de vous inscrire sans attendre!

Commission Université d'été

1 - <https://npa2009.org/ue2017>



À Port-Leucate, discutez, débattiez et bronchez! PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

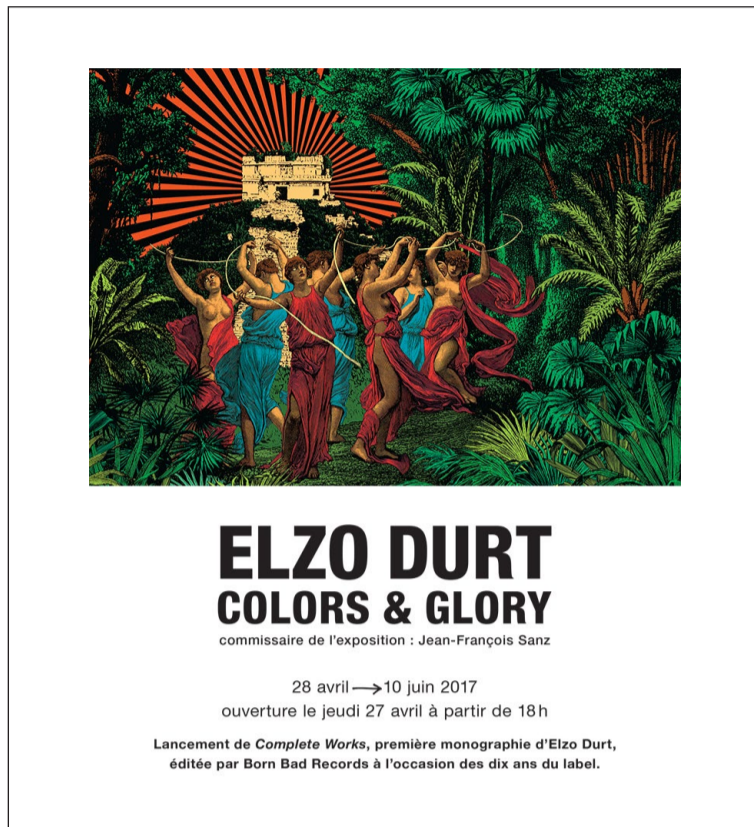
Art

Complete works 2003-2016, Elzo Durt

Born Bad Records, 2017, 40 euros

Comment transformer une addiction au rock, au punk, au garage et à la techno la plus dark en une œuvre ? Elzo Durt a trouvé le chemin...

Depuis des années, il réalise des flyers, tracts, affiches, pour annoncer les concerts de la scène musicale underground, en particulier celle de Bruxelles où réside l'artiste. C'est donc comme affichiste et flyeriste qu'Elzo se fait connaître au début des années 2000. Mais l'époque n'est plus vraiment au papier, et ce sont peut-être davantage les réseaux sociaux qui sont les vecteurs de l'info pour les scènes musicales et qui firent connaître le graphisme si particulier de Durt. On retrouve aussi les images de Durt sur de nombreuses pochettes



**ELZO DURT
COLORS & GLORY**
commissaire de l'exposition : Jean-François Sanz

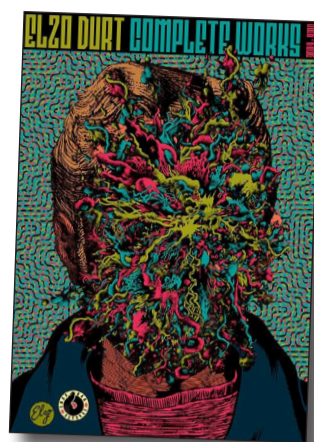
28 avril → 10 juin 2017
ouverture le jeudi 27 avril à partir de 18h
Lancement de Complete Works, première monographie d'Elzo Durt,
éditée par Born Bad Records à l'occasion des dix ans du label.

de disque vinyl, en particulier celles du label Born Bad. Pas d'atelier plein de peintures, de gouache sur les fringues... Non rien de tout ça, juste un ordinateur, un scanner... et quelques centaines de livres où l'artiste va puiser des illustrations qu'il maltraite, transforme, colorise dans une sorte de jeu de collages numériques. C'est

sûrement une de ses singularités : être un artiste numérique, pour un travail d'artisan entièrement sur ordinateur.

Univers singulier

La puissance visuelle des œuvres d'Elzo Durt ne cesse de nous surprendre. La vivacité des réalisations, une explosion de couleurs qui puise



sûrement beaucoup dans le psychédéisme. C'est aussi une esthétique punk et DIY (Do it yourself) qui est mobilisée : le mauvais goût assumé y croise parfois les représentations très esthétiques des gravures du 19^e siècle. Les extraits de gravures religieuses côtoient les têtes de mort et représentations les plus gores, le tout plongé dans un bain de couleurs criardes.

L'artiste impressionne par la manière dont il détourne les images pour en faire un univers singulier qui lui est propre. Évidemment une reproduction ici, dans un journal noir et blanc, cela reste limité pour saisir la puissance de l'artiste...

Elzo Durt vient donc de publier une première somme de son travail. Un travail prolixe, mais qui devrait continuer à décorer nos soirs de concert car l'artiste a à peine 40 ans. On peut en voir plus sur son site¹, ainsi qu'une exposition Colors & Glory à la galerie Agnès B.², avec des tirages magnifiques et un accrochage très réussi.

Pierre Baton

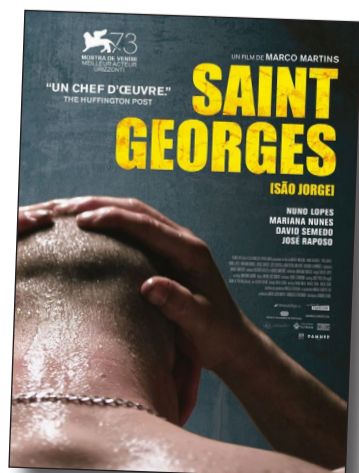
1 - <http://elzodurt.com>
2 - Jusqu'au 10 juin au 44, rue Quincampoix, Paris 4^e.

Erratum

Dans l'article de L'Anticapitaliste n°385 du 25 mai 2017 relatif à l'ouvrage de Daniel Kupferstein *Les balles du 14 juillet 1953. Le massacre policier oublié de nationalistes algériens à Paris*, nous avons commis une petite erreur factuelle. Le 14 juillet 1953, comme dit dans l'article, ce sont bien les paras qui ont agressé le cortège en début de manifestation place de la Bastille (sans faire de victimes), mais ce sont les policiers parisiens qui ont agressé les manifestants et tué cinq Algériens et un Français place de la Nation.

Cinéma

Au début de sa nouvelle *Une tranche de steak* (1909), Jack London décrit son héros, boxeur sur le déclin : « En résumé, c'était la physionomie d'un de ces hommes qu'on ne se soucie guère de rencontrer dans une rue sombre ou un lieu écarté. Pourtant Tom King n'était pas un malfaiteur et n'avait jamais commis la moindre action criminelle. À part quelques rixes assez ordinaires dans son milieu social, il n'avait jamais fait de mal à une mouche : et jamais on ne l'avait vu chercher noise à quiconque. Boxeur professionnel, il réservait toute sa brutalité pour ses apparitions en public. » Cette description s'applique tout à fait à Jorge. Ouvrier et boxeur, il est en échec sur tous les plans : il a été licencié, il décline comme boxeur et sa femme l'a quitté. Pour gagner sa vie, il accepte un emploi dans une société de recouvrement de dettes. Il doit accompagner deux agents chargés de récupérer les sommes dues par des emprunteurs en perdition. Un jour, on lui demande de frapper...



Saint-Georges, Marco Martins

Avec Nuno Lopes, Mariana Nunes et David Semedo. Sortie le mercredi 17 mai

Ce film – qui mêle des non-professionnels interprétant des situations réelles et de véritables acteurs (dont Nuno Lopes qui joue magnifiquement le personnage de Jorge) – se veut aussi une évocation des retombées de la crise au Portugal. À la fin de l'année 2011, la situation est catastrophique : de nombreuses familles et entreprises se retrouvent dans l'incapacité de payer leurs dettes. Une aubaine pour les

officines de recouvrement de dettes, qui sèment la terreur pour récupérer des créances qu'elles ont délibérément rachetées aux créanciers. Ces sociétés et leur méthodes ont été un des thèmes de *Raining stones* de Ken Loach, mais chez ce dernier, il y a une solidarité entre ceux d'en bas, pas dans ce Lisbonne de pauvres qui essaient de survivre d'allocations ou de salaires de misère. *Saint-Georges*

est un film noir dans tous les sens du terme, non seulement par son scénario mais par ses images d'une ville qui suinte la tristesse. Une note optimiste cependant : la dignité de Jorge, sa tendresse pour son fils Nelson et son amour, sa femme Susana, d'origine brésilienne (la « négresse », comme on en parle avec mépris dans la famille...).

Henri Wilno

Bande dessinée Canal Mussolini

Scénario de Graziano et Massimiliano Lanzidei, d'après l'œuvre de Antonio Pennacchi, dessin de Mirka Ruggieri, éditions Steinkis, 2017, 20 euros

Éditée par une maison d'édition indépendante dont la ligne de conduite est une citation d'Isaac Newton que nous pouvons pleinement partager, « Les hommes construisent trop de murs et pas assez de ponts », cette BD est l'adaptation d'un célèbre roman italien du même nom¹ lauréat du prix Strega 2010 (l'équivalent italien du Goncourt). Écrit par un ancien ouvrier, est ici raconté plus d'un demi-siècle d'une famille italienne, les Peruzzi : dix-sept frères et sœurs d'une grande famille de paysans sans terre qui (sur)vit comme métayers. Au départ influencés par la poussée du mouvement ouvrier socialiste, une connaissance met sur leur route un

dénoté Benito Mussolini... À partir de là, tout comme leurs vies et leurs itinéraires, le rouge tourne au noir, comme les chemises des fascistes que rejoignent les frères. Guerres coloniales, Première et Seconde Guerres mondiales... les Peruzzi sont entraînés dans la fuite en avant fasciste, que seul motive l'espoir de devenir enfin propriétaire dans les marais Pontins, au sud de Rome. Émaillé d'anecdotes sur le basculement d'une partie du mouvement ouvrier et paysan pauvre dans l'Italie fasciste, le récit reste à hauteur d'hommes, et de femmes, telles ces grandes fresques auxquelles la littérature et le cinéma italien nous ont habitués.



Adapter une telle œuvre reste un exercice difficile et l'on peut parfois se perdre un peu parmi les différents personnages, mais le trait est à la fois simple et précis, renforcé par une mise en couleur agréable. Un bel essai, pas totalement réussi mais intéressant.

Manu Bichindaritz

1 - Disponible en Livre de poche, 2013, 8,10 euros

Romans

Nous avons arpenté un chemin caillouteux, Sylvain Pattieu

Plein jour, 2017, 13 euros

Sylvain Pattieu aime les pirates et nous aussi, surtout Jean et Melvin McNair dont il retrace la trajectoire dans son dernier ouvrage, *Nous avons arpenté un chemin caillouteux*, et dont nous avons déjà croisé le chemin dans son précédent roman, *Et que celui qui a soif, vienne* (éditions du Rouergue). Jean et Melvin McNair sont peu connus du grand public. Pourtant, ils ont fait la une des journaux en détournant un avion en 1972



avec leurs enfants et deux autres amis, les amenant jusqu'à Alger, avant de trouver finalement refuge en France où Jean et Melvin devinrent près de Caen des militants du quotidien auprès de jeunes.

Ce sont donc ces deux figures, ces deux pirates contemporains, que l'auteur développe dans ce roman. On y apprend comment ces deux afro-américains, face à la pauvreté, au racisme structurel de la société américaine, à la ségrégation, aux humiliations du quotidien, se sont radicalisés politiquement dans le mouvement des Black Panthers, puis ont décidé de détourner un avion. On fait également connaissance de Roger Holder et de Cathy Kerko, deux autres pirates de l'air qui ont semble-t-il inspiré Jean et Melvin.

À travers ce roman-récit extrêmement bien documenté, on comprend mieux ce qu'était être noir aux États-Unis, hier et aujourd'hui. La violence y est parfaitement décrite, et on prend tout de suite fait et cause pour ces quatre pirates de l'air qui peuvent apparaître quelquefois comme des « bras cassés »... Et la description du détournement est d'ailleurs assez drôle. Mais c'est avant tout un geste politique, revendicatif, pour l'égalité, la liberté...

Ce livre éminemment politique résonne plus que jamais. À découvrir, à lire et faire connaître au plus grand nombre. Jean et Melvin McNair entrent dans l'histoire grâce à Sylvain Pattieu. Merci à lui. Merci à eux.

Sandra Demarcq

L'affaire Léon Sadorski, Romain Slocombe

Éditions Robert Laffont, 2016, 21 euros

Sadorski est un flic sérieux, qui enquête sérieusement, que ce soit sur les délinquants ordinaires, sur les étrangers en situation irrégulière, sur les juifs, les résistants, les communistes... Pétainiste et antisémite convaincu, il agit donc en toute bonne conscience puisque nous sommes en 1942. Non seulement il obéit aux ordres, mais il en fait même un peu plus qu'on ne lui en demande. Ce n'est pourtant pas le pire des policiers de l'époque. Il est même parfois capable d'éprouver des sentiments humains, non seulement à l'égard de son épouse mais aussi de sa petite voisine juive.



Convoqué manu militari en Allemagne dans le cadre d'une obscure affaire, il trouve même que les nazis exagèrent. Il va en effet, malgré son zèle, se trouver mêlé à une sombre histoire d'espionnage où se croisent les divers services allemands et leurs auxiliaires français, un de ses indicateurs et une ancienne maîtresse, au point d'être soupçonné lui-même de jouer un double jeu. D'autant que son nom pourrait laisser penser qu'il a des origines juives... Comment va-t-il se sortir de ce guépier ? L'intrigue nous entraîne dans toutes les arcanes des officines de collaboration de l'époque, où la pègre croise le beau monde, industriels et vedettes de cinéma.

Le roman de Slocombe vaut surtout par le portrait de ce personnage lâche et ambigu, comme par sa très abondante documentation. L'auteur n'a d'ailleurs pas résisté à entrecouper son récit de rapports authentiques et de lettres anonymes de dénonciation puisées dans les archives. Un roman touffu qui nous rappelle que le comportement humain est parfois bien étrange, même dans les pires situations.

Gérard Delteil

